

les
études
du **Ceri**

Centre d'Études
et de Recherches
Internationales

**Tableau de bord des pays
d'Europe centrale et orientale
et d'Eurasie 2014**

Sous la direction de
Jean-Pierre Pagé

Volume 1 : Europe centrale et orientale



SciencesPo.

CERI
CNRS

Le *Tableau de bord 2014* (volumes 1 et 2) a été réalisé, sous la direction de Jean-Pierre Pagé, par une équipe lui associant Céline Bayou, Vitaly Denysyuk, Raphaël Jozan, Edith Lhomel, Catherine Samary, David Teurtrie et Faruk Ülgen. Le panorama politique de l'Europe centrale (volume 1) a été rédigé par Jacques Rupnik, celui de l'Eurasie (volume 2) par Anne de Tinguy. Jacques Sapir a pris en charge l'élaboration de la partie relative à la Russie, Julien Vercueil, le panorama économique de l'Eurasie (volume 2) ainsi que le chapitre consacré au Kazakhstan.

Jean-Pierre Pagé est économiste, expert pour les pays de l'Europe centrale et orientale et de l'Eurasie.
e-mail : jppage@wanadoo.fr

Jacques Rupnik est directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po (CERI-Sciences Po).
e-mail : jaques.rupnik@sciencespo.fr

Céline Bayou est rédactrice-analyste à la DILA-Documentation française.

e-mail : celine.bayou@dila.gouv.fr

Edith Lhomel est rédactrice-analyste à la DILA-Documentation française, chargée de cours à l'Institut d'études européennes à l'université Paris-8.

e-mail : edith.lhomel@dila.gouv.fr

Catherine Samary est maître de conférences en économie à l'université Paris-Dauphine, associée à l'Institut d'Etudes européennes de l'université Paris-8.

e-mail : catherine.SAMARY@dauphine.fr

Remerciements

Notre gratitude s'adresse en premier lieu à Judith Burko, notre fidèle éditrice sans laquelle cet ouvrage ne pourrait exister, puis aux économistes de l'Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW), source inégalée d'informations sur l'Europe de l'Est, et à Antoine Goujard, chef du « France-Poland desk » à l'OCDE, qui nous a fait bénéficier de ses conseils.

Sources

♦ Bayou Céline, « Baltique. Une mer en péril », *Pages Europe*, La Documentation française, juin 2014.

♦ BERD, « Innovation in transition » *Transition Reports*, 2014.

♦ *Courrier des Balkans* (<http://balkans.courriers.info>).

♦ Direction générale du Trésor, *Lettre Europe du Sud-est*, Service économique régional (SER) Danube-Balkans.

♦ Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/eurostat/home>).

♦ Fondation Robert Schuman, Observatoire des élections en Europe (<http://www.robert-schuman.eu/fr/observatoire-des-elections-en-europe/2014/>).

♦ Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW) :

– Gligorov V., Holzner M., Hunya G., Landesmann M., Pindyuk O. et al., « Investment to the rescue », *Forecast Report*, printemps 2014 ;

– Richter S., Astrov V., Gligorov V., Hanzlweiss D., Havlik P., Holzner M., Vidovic H. et al., « On thin ice CESEE core resilient in the face of EU stagnation and the Ukraine crisis », *Forecast Report*, automne 2014.

♦ Lhomel E., « Bulgarie. Enjeux électoraux sur fond de désenchantement », *Pages Europe*, La Documentation française.

♦ OCDE :

– « Hungary », *Economic Surveys*, janvier 2014 ;

– « Poland », *Economic Surveys*, mars 2014.

♦ *Regard sur l'Est* (www.regard-est.com).

Principaux acronymes utilisés dans ce volume

♦ ASA : Accord de stabilisation et d'association

♦ BCE : Banque centrale européenne

♦ BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement

♦ Eumex : European union rule of law mission in Kosovo

♦ IDE : Investissements directs étrangers

♦ IV2 : Initiative de Vienne 2

♦ FMI : Fonds monétaire international

♦ FSE : Fonds social européen

♦ NEM : Nouveaux Etats membres de l'Union européenne

♦ OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

♦ OMC : Organisation mondiale du commerce

♦ Otan : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

♦ Onu : Organisation des nations unies

♦ OTSC : Organisation du traité de sécurité collective

♦ PECO : Pays d'Europe centrale et orientale

♦ PIB : Produit intérieur brut

♦ PPA : Parité de pouvoir d'achat

♦ RS : Republika Srpska, entité serbe de Bosnie

♦ TPIY : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

♦ UE : Union européenne

♦ WIIW : Institut d'études économiques internationales de Vienne

Table des matières

Europe centrale et orientale

Face à l'atonie de la zone euro, les pays de l'Europe centrale et orientale maintiennent le cap <i>Panorama économique</i> <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 4
Les pays d'Europe du Centre-Est face à la crise ukrainienne <i>Panorama politique</i> <i>par Jacques Rupnik</i>	p. 12
Les pays d'Europe centrale Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie <i>par Jean-Pierre Pagé</i>	p. 16
Les pays baltes Estonie, Lettonie, Lituanie <i>par Céline Bayou</i>	p. 26
La Bulgarie et la Roumanie <i>par Edith Lhomel</i>	p. 33
Les Balkans occidentaux¹ Albanie, Bosnie Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie <i>par Catherine Samary</i>	p. 41

Nota bene : la rédaction du *Tableau de bord 2014* s'est achevée le 18 décembre 2014

¹ Rappelons que cette terminologie est utilisée par l'Union européenne depuis 1999 dans le cadre du Processus de stabilisation et d'association (PSA), selon une perspective explicite d'intégration possible à l'Union des pays concernés. Elle fut confirmée au Conseil de Thessalonique en 2003. Il s'agit des anciennes républiques yougoslaves (hors Slovénie et Croatie, membres de l'Union européenne depuis respectivement 2004 et 2013) et de l'Albanie.

Face à l'atonie de la zone euro, les pays de l'Europe centrale et orientale maintiennent le cap

Panorama économique

Jean-Pierre Pagé

Dans l'édition de 2013 du *Tableau de bord*, nous constatons que le commerce extérieur des pays d'Europe centrale et orientale avait été touché par les conséquences du rebond de la crise qui avait ébranlé l'Europe occidentale. Hormis certains d'entre eux, ils avaient été incapables de retrouver les rythmes de croissance et de rattrapage du niveau de vie européen qui prévalaient auparavant. Citant le WIIW, nous ajoutons que la récession de la zone euro constituait un frein à leur croissance, et qu'ils étaient les otages de la politique d'austérité excessive qu'elle menait.

Depuis lors, la situation a bien changé : les pays du cœur de l'Europe centrale et, dans une moindre mesure, de sa périphérie méridionale – la Bulgarie et la Roumanie – ont retrouvé des rythmes de croissance significatifs. Certes, le risque de récession s'est éloigné de la zone euro qui a retrouvé une petite croissance, mais celle-ci est bien trop timide et la demande extérieure bien trop faible pour en relancer l'activité économique. Et elle n'a pas réellement corrigé sa politique d'austérité dont les effets récessifs se manifestent toujours. C'est donc en recourant à leur demande intérieure que ces pays sont parvenus à renouer avec la croissance. Ils ont su puiser dans les ressources que mettait à leur disposition l'Union européenne – les fonds structurels dont beaucoup d'entre eux n'avaient pas su tirer parti – en saisissant la perche que leur tendait la Commission, qui leur a permis d'en utiliser le reliquat en 2014 et 2015.

Ce faisant, ils ont démontré qu'ils pouvaient, une fois leurs finances publiques assainies – ce dont témoigne l'abandon des procédures ouvertes pour déficit excessif – utiliser l'arme des investissements publics pour dynamiser leurs activités économiques.

Mais l'Europe centrale et orientale, qui comprend également les pays baltes et les Etats de l'Europe du Sud-Est, est plus loin que jamais de constituer un espace uniforme. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont leur dynamisme propre, mais ils doivent aujourd'hui faire face aux conséquences du conflit qui s'est ouvert à leurs portes, en Ukraine. Les pays des Balkans occidentaux, qui tentent péniblement de rejoindre l'Union européenne, continuent de souffrir de nombreux handicaps.

L'Europe centrale

Vingt-cinq ans après la chute du Mur et dix ans après son intégration dans l'Union européenne, l'Europe centrale se porte bien et a réussi sa transition. C'est aujourd'hui l'une des régions les plus prospères du continent, du moins si on la limite aux quatre pays du Groupe de Visegrád, soit la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la République tchèque. La Slovénie et la Croatie, qu'il faut rattacher à cette région pour des raisons historiques et géographiques, demandent un commentaire spécifique.

Si l'on s'en tient aux quatre premiers Etats évoqués (avec une nuance, toutefois, pour la Hongrie), on constate que leurs finances publiques sont en ordre, qu'ils disposent d'économies solides, et qu'après les remous consécutifs à la profonde crise des années 2008 et 2009, ils ont trouvé la stabilité et une confortable croissance de l'ordre de 3 % en 2014, qui contraste avec la langueur dont fait preuve la zone euro. En d'autres termes, ils constituent un îlot de prospérité et de croissance dans une Europe qui cherche sa voie, et par rapport à une zone euro menacée par des phénomènes de déflation.

Ce qui est le plus frappant dans ce panorama est que cette bonne santé ne semble plus, en effet, tenir principalement à une demande extérieure beaucoup plus incertaine que dans le passé, mais dont

le fléchissement n'a pas encore réellement touché l'Europe centrale, mais à la vigueur d'une demande domestique qui prend le relais sous l'impulsion des investissements publics.

C'est en effet une sorte de leçon de politique économique que donnent les pays considérés. Pourtant tentés de mener au début de la décennie des politiques d'austérité (on pense à ce sujet surtout à la République tchèque et, dans une moindre mesure, à la Slovaquie), ils ont, à l'occasion d'alternances politiques résultant d'élections, compris le parti qu'ils pouvaient tirer des fonds structurels que l'UE mettait à leur disposition pour financer une relance de la demande par des investissements publics.

Déjà, la Pologne (qui n'a jamais connu la récession, même au pire de la crise) avait démontré l'efficacité de ce type d'impulsion budgétaire sur la croissance depuis 2007. La République tchèque, à son tour, l'a utilisée à partir de 2013 quand les élections législatives ont confié le pouvoir à une nouvelle équipe. Et, dans son désir de ne pas accabler une population très éprouvée, le Premier ministre de la Hongrie a fini par y avoir recours. L'effet en a été spectaculaire.

Cette relance par l'investissement public a été d'autant plus efficace qu'elle a été couplée avec un rebond de la consommation des ménages, résultat de la combinaison d'une hausse des salaires nominaux et de la baisse spectaculaire des prix à la consommation que l'on constate presque partout en Europe. Mais contrairement à ce qui semble se passer dans la zone euro, cette baisse, qui a ramené en Europe centrale la progression annuelle des prix à la consommation aux environs de 0,3 %, n'a pas fait craindre l'émergence de phénomènes de déflation, et a au contraire eu des effets bénéfiques sur la consommation en dopant les salaires réels et donc le pouvoir d'achat.

Parallèlement, ces pays ont mené à bien un assainissement de leurs finances publiques facilité par l'effet de l'accélération de la croissance sur leurs recettes fiscales. Dans trois d'entre eux, la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque, le solde budgétaire a été en 2014 inférieur ou égal (en Hongrie) à la limite de 3 % du PIB imposée par les règles de l'UE, et les procédures engagées par les autorités européennes à leur rencontre pour déficit excessif ont été levées. La Pologne, dont le solde était encore supérieur à ce seuil en 2013, a renationalisé les fonds accumulés dans le cadre du deuxième pilier (par capitalisation) du système de retraites, en les transférant vers le premier pilier (par répartition), comme l'avait fait la Hongrie en 2011.

On le verra dans le chapitre consacré à l'Europe centrale, les cas de la Slovénie et, surtout, de la Croatie sont différents pour des raisons spécifiques. La Slovénie, après quelques années très difficiles consécutives à son intégration dans la zone euro, commence à voir le bout du tunnel avec un retour à la croissance, tandis que la Croatie poursuit un apprentissage difficile et douloureux.

L'Europe balte

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie constituent un ensemble à part en raison de leur ancienne appartenance à l'URSS et, aujourd'hui, parce qu'ils sont géographiquement en première ligne pour subir les répercussions de la crise ukrainienne.

Ces pays se sont singularisés par la fougue avec laquelle ils ont mené leur transition, n'hésitant pas à mettre en œuvre des politiques de stabilisation très sévères pour résorber les déséquilibres nés du passage à un nouveau type d'économie, ou, plus récemment, d'un développement trop rapide et quelque peu désordonné, avant de rebondir aussi violemment (comme l'illustre la comparaison avec la « balle de caoutchouc » appliquée à la Lettonie par Céline Bayou).

De fait, après une fin des années 2000 très difficile, tant à cause de l'impact de la crise générale que des excès d'un développement devenu débridé, ils ont dès 2011 réagi avec vigueur et ont conservé, depuis lors, une croissance très honorable soutenue par le pouvoir d'achat, et qui s'appuie essentiellement sur la consommation privée. A cet égard, on retrouve dans les économies baltes en 2014 la conjugaison déjà constatée en Europe centrale, d'une très faible hausse des prix à la

consommation (de 0,3 %) avec une croissance rapide des salaires, que la première amplifie en termes de salaires réels et donc de pouvoir d'achat.

Cette bonne situation de leurs économies leur a permis de remplir les conditions d'adhésion à la zone euro : l'Estonie en 2011, suivie par la Lettonie en 2014, et la Lituanie le 1^{er} janvier 2015. Les deux premiers ont aisément franchi cette étape importante.

Pour les Etats baltes, les difficultés majeures sont maintenant d'ordre externe. Proches de l'épicentre de la crise que le conflit en Ukraine a ouvert dans l'est de l'Europe, ils sont très concernés par ses conséquences économiques. Elles sont bien entendu fort importantes en matière de commerce extérieur. Les trois pays sont directement touchés par les répercussions des sanctions décidées par l'Union européenne à l'encontre de la Russie et des contre-sanctions décidées en retour par Moscou. Les exportations de produits alimentaires, en particulier celles de l'Estonie vers la Russie, sont directement affectées par l'embargo décidé par le Kremlin, sans qu'il soit possible de les écouler sur les marchés d'autres pays du voisinage, eux-mêmes pénalisés par l'embargo en ce qui concerne leurs propres capacités d'exportations. De surcroît, et plus indirectement, c'est toute la région, où les interdépendances sont très fortes, qui subit l'impact de ces obstacles au commerce et les effets de l'affaiblissement de la conjoncture économique en Russie (caractérisée par la diminution du taux de croissance et la chute du rouble), en même temps que celui de l'atonie en Europe de l'Ouest.

Ces événements ont d'ores et déjà entraîné une réduction des taux de croissance des Etats baltes par rapport aux prévisions qui avaient été faites au début de l'année (même si, on l'a vu, ils restent substantiellement positifs). Plus précisément, ils risquent de limiter les possibilités d'action des pouvoirs publics. Ceux-ci voudraient relancer la dépense publique, or ils sont confrontés à l'exigence, soulignée par les circonstances, de consacrer 2 % des budgets à la défense. L'Estonie est la seule des trois qui respecte cette consigne.

Autant de nuages qui assombrissent le ciel, pourtant jusqu'ici bien dégagé, des trois pays baltes.

L'Europe du Sud-Est

Le paysage économique a bien changé depuis la crise de 2008-2009. Comme l'indique Catherine Samary, « au rattrapage des années 2003-2008 fondé sur une forte demande intérieure appuyée sur l'endettement et l'entrée des investissements directs étrangers », a succédé « une phase de croissance précaire fondée sur des priorités à l'exportation exploitant la baisse des salaires, tout en soutenant des investissements, privilégiés par l'aide européenne visant la compétitivité externe ». Tout est dit. De fait, si l'on excepte le Kosovo, la croissance des quatre autres Etats de la région n'a été que de l'ordre de 1,4 % en 2014, en net retrait par rapport à 2013, année au cours de laquelle elle était de 2,3 %.

Mis à part le Kosovo, qui n'est toujours pas reconnu par la totalité des pays de l'Union européenne, tous sont considérés par la Commission européenne comme des « candidats officiels ». Tous ont conclu des accords de stabilisation et d'association avec l'Union européenne. Tous ont donc franchi les étapes préalables aux « négociations finales », à l'exception de la Bosnie-Herzégovine (qui rechigne à exécuter l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Sejdic-Finci). Le paquebot de l'Europe du Sud-Est vogue donc lentement vers l'Union européenne qui est nettement sa destination. La route est cependant jonchée d'embûches.

En premier lieu, certains déséquilibres économiques sont préoccupants, comme en témoigne l'importance des déficits des balances des paiements courants avec l'extérieur qui sont tous très élevés, et approchent en moyenne 10 % du PIB avec une pointe à plus de 15 % pour le Montenegro. Les ressources de ces pays dépendent, pour une très forte part, des transferts opérés par leurs ressortissants travaillant à l'étranger, qui constituent aujourd'hui la principale source de financement externe de la région. C'est évidemment malsain pour deux raisons : d'une part, la permanence de ces ressources est

éminemment aléatoire et à la merci d'un retour des migrants qui aurait comme premier effet de grossir les rangs déjà très fournis des chômeurs ; d'autre part, elles contribuent à soutenir la consommation des familles, mais guère à financer les investissements dont les pays ont un besoin prioritaire.

En second lieu, la situation sociale est très précaire, ne serait-ce qu'en raison de l'explosion d'un chômage qui est en moyenne de 24 % et atteint entre 27 % et 30 % en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine et au Kosovo. Il n'est donc pas étonnant que monte partout une grogne sociale difficile à canaliser, en particulier en Bosnie-Herzégovine. L'Europe du Sud-Est est ainsi devenue coutumière de manifestations sporadiques violentes qui témoignent du mal-être des populations.

Malgré l'attraction dominante qu'y exerce l'Union européenne, la région est traversée par les tensions qui opposent cette dernière et la Russie à l'occasion de la crise ukrainienne. Comme l'écrit Catherine Samary, « ce monde est en pleine recomposition et loin d'être bipolaire ». La Russie n'est pas inactive et a investi, notamment, en Bosnie-Herzégovine. La Serbie, dont elle est une alliée traditionnelle et où elle est particulièrement présente, est contrainte à concilier leurs relations et celles qu'elle entretient avec l'Union européenne.

Bulgarie-Roumanie

La Bulgarie et la Roumanie constituent une zone à part, située entre l'Europe centrale et l'Europe du Sud-Est. Entrées en 2007 dans l'Union européenne, plus tardivement que les pays de l'Europe centrale (à l'exception de la Croatie), peu avant l'éclatement de la grande crise de 2008-2009, elles ont été sévèrement touchées par celle-ci, alors qu'elles n'avaient pas encore les moyens de réagir ni de se défendre. En particulier, leurs économies étaient – et sont encore – insuffisamment restructurées pour pouvoir bénéficier à plein de leur intégration dans l'espace européen et résister solidement aux secousses qu'il subit. C'est pourquoi elles ont été soumises à une surveillance de la Commission européenne dans le cadre d'un « mécanisme de coopération et de vérification ». Comme l'écrit Edith Lhomel, « les deux pays sont donc encore parfois considérés comme toujours en transition au regard de certaines réformes structurelles restées à mi-chemin ». Ils ont été secoués en 2013 par une vague de mécontentements et d'actes de désespoir qu'a entretenus l'instabilité politique qui les caractérise.

En 2014, le paysage a changé, donnant l'impression d'un « dégel », même si les problèmes de fond, dans un contexte politique toujours aussi mouvementé, sont encore loin de trouver leur solution. La Bulgarie a rejoint la Roumanie, avec une croissance estimée à environ 2 %. Cependant, le chemin qu'il leur faudra parcourir pour gagner une économie saine et une situation sociale analogue à celle des pays de l'Europe centrale paraît encore long et ardu. Leurs niveaux de développement et la quasi-totalité des indicateurs sociaux en témoignent avec, par exemple, des phénomènes de pauvreté et d'exclusion sociale qui, par rapport aux normes en vigueur dans les pays développés, touchent entre 40 % et 48 % des populations. A cet égard, il est significatif que, comme d'autres régions de l'Europe centrale et orientale, les deux pays fondent beaucoup d'espoirs dans l'utilisation des fonds structurels dispensés dans le cadre de la Politique européenne de développement régional au titre du programme 2014-2020. Encore leur reste-t-il à apprendre le secret d'une gestion administrative correcte conduisant à une absorption et une utilisation efficace de ces fonds.

Faisant face, l'un et l'autre, aux difficultés inhérentes à une situation économique et sociale difficile, les deux pays réagissent avec des moyens différents. La Roumanie, le plus vaste des pays d'Europe centrale et orientale après la Pologne, peut miser sur le potentiel encore insuffisamment exploité d'un grand marché intérieur, et renforcer une relative indépendance en matière d'énergie, grâce notamment aux ressources en gaz de la mer Noire. La Bulgarie, beaucoup plus petite, est aussi beaucoup plus dépendante de la demande extérieure.

Toutes deux souffrent beaucoup d'une instabilité politique chronique qui nuit profondément à la crédibilité de leurs politiques économiques : trop souvent remises en question, elles ne disposent pas de la longue durée qui leur permettrait d'acquérir de l'efficacité. C'est patent en ce qui concerne la Bulgarie, où les coups de théâtre se sont succédés avec Boris Borissov à la manœuvre. Les élections s'y sont multipliées et ont empêché la création d'une majorité stable : le Parlement, composé de sept partis différents avec une coalition en réunissant cinq, n'a jamais été aussi morcelé. En ce qui concerne la Roumanie, l'élection à la présidence de la République de Klaus Johannis, un nouveau venu issu de la minorité allemande, a fait craindre la remise en cause de la politique économique de Victor Ponta, qui disposait enfin de stabilité depuis mai 2012.

Il faut néanmoins relativiser ces écueils, car les diverses forces politiques semblent accorder leurs actions autour de trois axes essentiels : assurer une meilleure collecte de l'impôt, œuvrer à l'indépendance énergétique, moderniser l'agriculture.

L'importance de la stabilisation politique eu égard aux conditions futures du développement dans ces deux pays demeure quoiqu'il en soit une priorité.

*
* *

Nous écrivions dans la précédente édition du *Tableau de bord* : « L'Union européenne reste pour tous les pays d'Europe centrale et orientale un idéal et un but en soi. Pour ces pays, c'est dans l'Union que tous les objectifs du développement économique et social devraient trouver leur accomplissement, que tous les conflits, toutes les rémanences issues des vieilles querelles nationales, devraient trouver leur solution. » Un an après, le constat est amer. Toujours engluée dans sa politique d'austérité, la zone euro, qui devrait constituer le cœur de l'Europe, n'a pas trouvé les moyens de surmonter ses contradictions ni de créer la force d'appel dont ont besoin les PECO, les laissant œuvrer avec leurs seuls moyens. Les plus déshérités d'entre eux, qui réclament un meilleur niveau de vie et plus de justice sociale, restent insatisfaits. L'affaire ukrainienne, en révélant l'absence d'une véritable *Ostpolitik* européenne, alourdit ce constat pour souligner l'absence d'une réponse cohérente aux défis auxquels l'Union européenne se trouve confrontée aujourd'hui. Là est l'urgence.

Croissance du PIB - Croissance des prix à la consommation

	Croissance du PIB en % par rapport à l'année précédente					Croissance des prix à la consommation en % par rapport à l'année précédente				
	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Bulgarie	0,4	1,8	0,8	0,9	1,9	3,0	3,4	2,4	0,4	-1
Croatie	-1,7	-0,3	-2,2	-0,9	-0,8	1,1	2,2	3,4	2,3	0,5
Estonie	2,5	8,3	4,7	1,6	1,7	2,7	5,1	4,2	3,2	0,4
Hongrie	0,8	1,8	-1,5	1,5	3	4,7	3,9	5,7	1,7	0,3
Lettonie	-2,9	5,0	4,8	4,2	2,5	-1,2	4,2	2,3	0	0,6
Lituanie	1,6	6,0	3,7	3,3	3	1,2	4,1	3,2	1,2	0,3
Pologne	3,9	4,5	2,0	1,6	3,3	2,7	3,9	3,7	0,7	0,3
Roumanie	-1,1	2,3	0,6	3,5	2,2	6,1	5,8	3,4	3,2	2
Slovaquie	4,4	3,0	1,8	0,9	2,4	0,7	4,1	3,7	1,5	0,2
Slovénie	1,2	0,6	-2,3	-3,3	1,8	2,1	2,1	2,8	1,9	0,7
Rép. tchèque	2,3	2,0	-0,8	-0,7	2,5	1,2	2,2	3,5	1,4	0,5
Albanie	3,7	2,5	1,6	0,5	1,3	3,6	3,4	2,0	1,9	1
Bosnie-Herzégovine	0,8	1,0	-1,2	2,1	0	2,1	3,7	2,0	0,2	0
Macédoine	2,9	2,8	-0,4	2,9	3	1,6	3,9	3,3	2,8	0,5
Monténégro	2,5	3,2	-2,5	3,3	2,1	0,5	3,5	4,1	2,2	0
Serbie	1,0	1,6	-1,5	2,5	-1	6,8	11,0	7,8	7,8	2
Kosovo	3,3	4,4	2,8	3,4	4,7	3,5	7,3	2,5	1,8	1

Sources : WIIW
(p) : prévision

Tableaux synthétiques

Europe centrale et orientale

Dettes publiques - Solde des finances publiques

	Dettes publiques en % du PIB					Solde des finances publiques en % du PIB				
	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Bulgarie	16,2	16,3	18,4	18,9	23	-3,1	-2,0	-0,8	-1,5	-3,5
Croatie	44,4	51,4	55,6	66,7	72	-6,3	-7,7	-4,9	-4,9	-5
Estonie	6,5	6,0	9,7	9,8	10,1	0,2	1,1	-0,2	-0,2	-0,5
Hongrie	80,8	81,0	78,4	77,3	78	-4,3	4,2	-2,1	-2,3	-3
Lettonie	44,6	42,0	40,9	38,2	38,8	-8,1	-3,5	-1,4	-0,9	-1,1
Lituanie	37,8	38,3	40,5	39,4	40,8	-7,2	-5,5	-3,3	-2,2	-2
Pologne	54,9	56,2	55,6	57,0	52	-7,8	-5,1	-3,9	-4,3	5
Roumanie	30,5	34,7	38,0	38,4	38	-6,8	-5,5	-3,0	-2,3	-2,4
Slovaquie	41,0	43,6	52,7	55,4	55,2	-7,5	-4,8	-4,5	-2,8	-2,8
Slovénie	37,9	46,2	53,3	70,0	82	-5,7	-6,3	-3,9	-14,4	-5
Rép. tchèque	36,8	39,4	43,9	43,8	42,8	-4,5	-3,0	-4,0	-1,4	-1,4
Albanie	57,7	59,4	62,0	70,0	69,4	-3,1	-3,5	-3,4	-4,9	-1
Bosnie-Herzégovine	39,1	40,8	44,6	42,5	44	-2,5	-1,3	-2,0	-2,2	-2,5
Macédoine	34,8	32,3	39,0	42,7	42	-2,4	-2,6	-4,0	-4,2	-4
Monténégro	40,9	46,0	54,0	56,3	59	-3,0	-5,4	-6,6	-3,6	-3
Serbie	44,5	48,5	59,8	63,7	72	-4,8	-5,0	-6,6	-5,0	-7
Kosovo	5,9	5,3	8,1	8,9	10,5	-1,8	-1,1	-1,2	-2,0	-2

Sources : WIIW
(p) : prévision

Tableaux synthétiques Europe centrale et orientale

Taux de chômage en % de la population active, moyenne annuelle, méthode enquêtes emploi, concept du BIT

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Bulgarie	10,2	11,2	12,3	13,0	12
Croatie	11,8	13,5	15,9	17,2	17,5
Estonie	16,9	12,5	10,0	8,6	7,5
Hongrie	11,2	10,9	10,9	10,2	8,5
Lettonie	18,7	15,4	15,0	11,9	10,7
Lituanie	17,8	15,4	13,4	11,8	11,5
Pologne	9,6	9,7	10,1	10,3	10
Roumanie	7,3	7,4	7,0	7,3	7,0
Slovaquie	14,4	13,5	14,0	14,2	13,5
Slovénie	7,3	8,2	8,9	10,1	10
Rép. tchèque	7,3	6,7	7,0	7,0	6,4
Albanie	14,0	14,0	13,4	15,6	18
Bosnie-Herzégovine	27,2	27,6	28,0	27,5	27
Macédoine	32,0	31,4	31,0	29,0	28
Monténégro	19,6	19,7	19,7	19,5	19
Serbie	19,2	23,0	23,9	22,1	21
Kosovo	45,1	44,8	30,9	30,0	30

Sources : WIIW
(p) : prévision

Les pays d'Europe du Centre-Est face à la crise ukrainienne

par Jacques Rupnik

La crise ukrainienne, déclenchée par le refus du président Ianoukovitch de signer, le 21 novembre 2013, l'Accord d'association proposé par l'Union européenne au sommet de Vilnius, a surpris la Commission de Bruxelles (la DG élargissement/voisinage était pourtant dirigée par un Tchèque, Stefan Fülle). Elle représente aussi un échec relatif pour la contribution majeure des pays d'Europe centrale et orientale à un pan de la politique de voisinage de l'UE : le Partenariat oriental.

Les PECO avaient d'emblée perçu le Partenariat oriental, initié par la Pologne en juin 2008 et inauguré sous la présidence tchèque au printemps 2009, comme un enjeu géopolitique. L'intérêt qu'il présentait en matière de sécurité était manifeste : il stabilisait leur périphérie orientale tout en refoulant l'influence russe. De surcroît, il contribuait à façonner la Politique européenne de voisinage (PEV) à l'Est, tout en renforçant leur propre rôle au sein de l'Union ainsi que vis-à-vis des Etats-Unis. Ces derniers comptaient en effet sur eux depuis la révolution orange de 2004 pour aider à « promouvoir la démocratie » plus à l'est¹. Les Etats d'Europe centrale bénéficiaient d'atouts importants pour jouer ce rôle : la proximité et la connaissance de la région, l'implication d'acteurs de leurs sociétés civiles dans celles du voisinage, enfin une légitimité en termes de « transfert d'expériences », issue de leur propre transition démocratique et du développement de l'économie de marché sur leur territoire après 1989.

Le rôle central au sein du Partenariat oriental revenait à la Pologne pour des raisons historiques, puisqu'elle en avait été le premier artisan, et géographiques, du fait de ses liens privilégiés avec l'Ukraine et le Bélarus. Au fil des années, le groupe de Visegrád (ou V4²) et les pays baltes en sont devenus les principaux promoteurs au sein de l'Union européenne, et les sommets de Prague (2009) sous la présidence tchèque de l'UE, celui de Budapest (2011) sous la présidence hongroise et finalement celui de Vilnius (2013) sous la présidence lituanienne ont conforté cet engagement, conforme à la volonté de certains pays d'Europe centrale d'impliquer davantage l'Union dans l'espace du Partenariat oriental.

Or dix ans après leur adhésion à l'Union européenne, l'*Ostpolitik* des pays d'Europe centrale doit être réévaluée à l'aune des événements qui ont suivi la révolution de Maïdan. La crise ukrainienne, qui aurait pu renforcer leur cohésion, a fait voler en éclats l'unité de façade. A tel point que le correspondant est-européen de *The Economist* a pu écrire : « L'Ukraine aurait pu placer le V4 sur la carte géopolitique. Au lieu de cela, elle l'a effacé »³. Chaque pays a réagi différemment, selon des intérêts et des préoccupations propres, et l'on a ainsi constaté que si pendant la dernière décennie, le groupe de Visegrád avait fait profil bas, s'était montré favorable à tout ce qui pouvait préserver son voisinage de l'influence russe et avait semblé uni par un soutien tacite au Partenariat oriental, il était loin de former un bloc homogène.

Certes, la Pologne a dès le début joué un rôle actif dans la réponse à la crise ukrainienne, mais c'est en tant que membre du groupe de Weimar (France, Allemagne, Pologne), qui a finalement été préféré au groupe de Visegrád pour s'impliquer en 2014 dans les discussions concernant la situation

¹ La Cour européenne de Strasbourg a unanimement condamné en juillet 2014 la Pologne pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme, au motif qu'elle avait accepté la présence sur son territoire de prisons de la CIA où la torture était pratiquée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : « Le traitement auquel étaient soumises par la CIA des personnes pendant leur détention relevait de la torture » concluait la Cour. Voir « Poland and America, back sites », *The Economist*, 24 juillet 2014. Devant l'embarras de la classe politico-médiatique, un intellectuel polonais dénonça ces pratiques au nom de l'héritage des droits de l'homme de la dissidence : Sławomir Sierakowski, « Lessons from Poland's past », *New York Times*, 31 juillet 2014.

² Le V4 est un groupe informel créé en 1991, qui réunit la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.

³ Edward Lucas, « V4 : grappling with irrelevance », *CEPolicy.org*, 30 juin 2014. Voir aussi Martin Ehl, « Will the Visegrád four survive Ukraine? », *TOL.org*, 17 juin 2014.

en Ukraine et la politique européenne de voisinage à l'Est, qu'elle a agi tant au plan européen (médiation à Kiev de la troïka des ministres des Affaires étrangères français, allemand et polonais le 21 février 2014) qu'au niveau de l'Otan (augmentation de la présence militaire américaine en Pologne pour renforcer les garanties de sécurité des pays baltes).

On le comprend mieux quand on compare l'approche polonaise et l'attitude indulgente de la Hongrie envers la politique du Kremlin en Ukraine. A Bratislava à la mi-mai, en présence de ses homologues du V4, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a jugé les régimes russe et ukrainien aussi démocratiques l'un que l'autre. Il a par ailleurs signé en 2014 avec Moscou un accord pour la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires (financés par un prêt russe). Et surtout, sans justifier l'annexion de la Crimée au nom de la protection des populations russophones, il a demandé au gouvernement de Kiev une autonomie et des garanties pour la protection de la minorité hongroise d'Ukraine (estimée à un quart de million d'habitants)⁴.

A mi-chemin entre les positions polonaise et hongroise se trouvent celles de la République tchèque et de la Slovaquie. Toutes deux condamnent l'annexion de la Crimée et se montrent prudentes en ce qui concerne les sanctions prises par l'Union européenne envers Moscou, au nom principalement de considérations commerciales. Elles refusent catégoriquement tout déploiement de troupes de l'Otan dans les pays membres de cette organisation. Lorsqu'en réponse aux appels de la Pologne et des pays baltes, le président Obama demande au Congrès américain de débloquer un milliard de dollars supplémentaire pour augmenter la présence militaire américaine en Europe de l'Est, le Premier ministre tchèque déclare le 4 juin 2014 à Vienne que son pays « ne soutient pas le renforcement de la présence militaire de l'Otan en Europe⁵ ». Son homologue slovaque, Robert Fico, va jusqu'à comparer un éventuel déploiement de forces de l'Otan sur son territoire à l'invasion soviétique de 1968...

On peut proposer trois explications complémentaires à la relative indulgence de certains pays d'Europe centrale à l'égard de Vladimir Poutine. D'abord, on l'a dit, une partie de leur *establishment* privilégie ses intérêts économiques (le commerce et des degrés divers de dépendance énergétique). Ensuite, ils ont commencé à douter, sous l'administration de Barack Obama (« pivot vers l'Asie ») de la détermination des partenaires de l'Otan de les défendre dans le contexte de ce que l'on appelle une « guerre hybride » dans le voisinage ukrainien. Enfin – et cela s'applique surtout à la Hongrie – on note une certaine convergence dans l'approche de la « démocratie souveraine » (de Vladimir Poutine) et la « démocratie "non-libérale" » (de Victor Orbán).⁶

Un étrange climat d'entre-deux règne, vingt-cinq ans après la chute du Mur et de l'ancien régime en Europe du Centre-Est. A Prague, l'ex-président Vaclav Klaus approuve Poutine et dénonce Vaclav Havel comme ayant été un « communiste réformateur »⁷ (sic !) et son antipolitique⁸ moralisante comme néfaste pour la démocratie « standard ». Le président actuel Milos Zeman se montre également

⁴ La confrontation sur l'Ukraine a été vive entre les Premiers ministres hongrois et polonais lors de la conférence Globsec à Bratislava, à la mi-mai 2014. Victor Orbán a expliqué lors d'un entretien télévisé que l'on trouvait au sein de l'Union européenne différents types de régimes d'autonomie, parmi lesquels la minorité hongroise d'Ukraine pourrait choisir. Et que tout gouvernement ukrainien devrait être conscient que la Hongrie soutiendrait les demandes de cette minorité. Le moment était approprié puisque l'Ukraine est en reconstruction. Voir Martin Ehl, « Playing with fire », **TOL.org**, 20 mai 2014.

⁵ Cité par *E 15*, 9 juin 2014. L'ancien président Václav Klaus, conservateur libéral, a exprimé sa compréhension vis-à-vis de l'annexion de la Crimée au nom d'arguments historiques et politiques. Voir Andrei Illarionov et Dalibor Rohac, « Former president Klaus's flawed defence of Crimea's annexation », **WorldAffairsJournal.org**, 24 juillet 2014.

⁶ Orbán a développé le concept de « Illiberal democracy » dans un discours de juillet 2014 qui récuse la prééminence de la démocratie libérale occidentale (séparation des pouvoirs, Etat de droit) sur d'autres concepts de la démocratie fondés simplement sur le primat du principe majoritaire (aux élections et amplifié au Parlement) sur les corps intermédiaires réputé politiquement neutres (Cour constitutionnelle, Banque centrale, Cour des comptes, etc). Voir <http://budapestbeacon.com/public-policy/full-text-of-viktor-orbans-speech-at-baile-tusnad-tusnadfurdo-of-26-july-2014/>

⁷ Vaclav Klaus, « Nikdy Havlovi neodpustim » (Jamais je ne pardonnerai à Havel), *MFDnes*, 1^{er} novembre 2014.

⁸ Une conception de la politique non réductible à la compétition entre partis politiques.

compréhensif envers le président russe, et tient des propos méprisants à l'égard de ses opposants (Khodorkovsky ou les Pussy Riots), tandis que le ministre des Affaires étrangères considère opportun d'abandonner l'héritage « droit-de-l'homme » de Havel. Alors que les Ukrainiens tentent de présenter la révolution de Maïdan comme un prolongement de 1989, en Europe centrale l'humeur est plus au désenchantement qu'à la commémoration.

La Pologne, au lieu de célébrer le passé, savoure son entrée dans la cour des grands : la nomination de son Premier ministre Donald Tusk à la présidence du Conseil européen est le symbole le plus fort du parcours européen qu'elle a accompli au cours du dernier quart de siècle.

Mais c'est sans doute la Roumanie qui à sa façon vient de tourner véritablement la page de 1989. A la surprise générale, les élections présidentielles des 2 et 16 novembre 2014 y ont offert la victoire à un ressortissant de la minorité ethnique allemande et protestante de Transylvanie (1 % de la population), le libéral Klaus Iohannis. Son adversaire, le Premier ministre social-démocrate (PSD) était pourtant donné vainqueur, mais une grande mobilisation des électeurs entre les deux tours, surtout parmi les trois millions de Roumains de l'étranger (plus de 10 % de l'électorat)⁹ en a décidé autrement. Les électeurs ont voulu éviter de donner tous les pouvoirs au seul PSD, qui contrôle déjà le Parlement et le gouvernement. Cette considération a prévalu sur les relents nationalistes et obscurantistes de la campagne menée par Victor Ponta avec le soutien de l'Eglise orthodoxe roumaine contre un « étranger » non orthodoxe. On ne peut s'empêcher de faire un parallèle historique : comme en 1877, lorsque les Roumains appelèrent sur leur trône un Hohenzollern pour rétablir l'ordre après une période de chaos, les Roumains ont aujourd'hui de nouveau choisi un « Allemand » pour mettre un terme à la corruption et établir l'Etat de droit. Le slogan électoral de Iohannis était : « Pour une Roumanie de la chose bien faite » !

⁹ Pour une analyse de cette mobilisation surprenante entre les deux tours, voir l'article de Irina Boulin-Ghica, « Vingt-cinq ans après la chute de Ceaucescu, la Roumanie entame sa vraie révolution », <http://europe-parissud.fr/analyse-des-elections-presidentielles-en-roumanie/>.

Première partie

Les pays d'Europe centrale

Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie par Jean-Pierre Pagé

L'Europe centrale, si proche géographiquement de l'Europe occidentale, s'en éloigne aujourd'hui du fait de sa bonne santé apparente. Sa situation économique a certes connu elle aussi des secousses : à la crise des années 2008-2009, qui n'a pas manqué de l'affecter, a succédé la reprise en 2010, puis le ralentissement, légèrement en forme de *double dip* (deux périodes de récession entrecoupées par une brève période de croissance) des années 2012-2013. Mais si l'on se fonde sur l'état de la majorité des pays qui la composent, elle a retrouvé en 2014 une confortable croissance, alors que l'Europe occidentale s'enfonçait dans une langueur prononcée. Cela mérite explication.

Il convient tout d'abord de distinguer le noyau de cette Europe centrale, constitué par le groupe de Visegrád – la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie – des autres pays étudiés ici : la Croatie et la Slovénie.

Les quatre premiers ont connu en 2014 une accélération significative de leur croissance, qui atteint près de 3 % en moyenne. Les raisons et les modalités de cette progression diffèrent, mais dans tous les cas, elle est due non pas à une reprise de la croissance de leurs partenaires de l'Europe occidentale (de plus en plus hypothétique et différée) qui aurait influé sur la demande qui leur est adressée, mais, de façon endogène, à l'accélération de leurs propres demandes domestiques, et, singulièrement, de l'investissement public.

Cette reprise de l'investissement s'explique par trois types de mécanismes. D'abord, l'absorption des fonds structurels mis à disposition par l'Union européenne : les pays qui avaient négligé la possibilité d'accroître leurs investissements publics en utilisant ces fonds ont mis les bouchées doubles pour combler leur retard, et ont mis à profit l'opportunité qui leur a été donnée d'en consommer le reliquat en 2014 et 2015. Cela vaut surtout pour la République tchèque, mais aussi pour la Pologne qui avait fait une pause en 2012-2013. En Hongrie, la tendance est manifeste depuis 2013.

Ensuite, cet apport des fonds structurels au financement des investissements publics a été démultiplié en raison de l'obligation faite aux Etats concernés de cofinancer ces investissements, ce qui revient à mettre en œuvre un « multiplicateur » classique.

Enfin, l'investissement public, ainsi cofinancé par l'UE et les budgets publics, a agi à son tour sur l'investissement privé par un effet d'entraînement.

Les marchés ne s'y sont pas mépris et ont été sensibles à cette dynamisation de l'activité économique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, c'est ainsi que s'explique, pour une large part, la bonne tenue de l'économie polonaise pendant et immédiatement après la crise de 2008-2009. Le pays a su maintenir une dynamique pendant cette période, grâce à une bonne utilisation du mécanisme de l'« impulsion budgétaire », couplée avec la souplesse que lui offrait la maîtrise de sa politique monétaire et, donc, de son taux de change.

Il n'en a pas été de même pour certains de ses voisins du groupe de Visegrád. Le contre-exemple est fourni par la République tchèque : elle a d'abord privilégié de manière excessive et contreproductive une politique d'austérité qui l'a conduite, après l'affaiblissement de sa croissance, à la récession en 2012 et 2013. Cette politique d'austérité, menée pour des raisons purement idéologiques, s'imposait d'autant moins que le pays se signalait par la bonne santé de ses finances publiques. La défaite de l'équipe néolibérale au pouvoir a mis fin à cette récession dans la deuxième partie de l'année 2013. Le nouveau gouvernement a pratiqué une autre politique dont l'effet ne s'est pas fait attendre : la République tchèque a retrouvé en 2014 une croissance que l'on peut chiffrer à près de 2 % et qui pourrait s'accroître en 2015 et 2016.

Bien qu'avec des caractéristiques différentes, la Slovaquie a suivi un chemin qui présente des analogies avec ce que nous venons de décrire. Gouvernée par une équipe d'inspiration très libérale,

elle a connu une croissance relativement faible en 2012 et, surtout, en 2013. Mais le dynamisme de ses industries de sous-traitance des grands groupes mondiaux de l'automobile lui a permis d'éviter la récession. Là encore, le changement d'équipe dirigeante à l'issue des élections législatives de mars 2012 a libéré le pays de la politique d'austérité qui l'enserrait. En bénéficiant d'une accélération significative de la consommation des ménages, soutenue par une vive augmentation des salaires réels, il a connu en 2014 une croissance que l'on prévoit proche de 2,5 % et qui pourrait être portée à 3 % en 2015.

Le cas de la Hongrie est encore différent. Comme on l'a vu dans les précédentes éditions du *Tableau de bord*, l'équipe au pouvoir, sous la férule de Viktor Orbán, met en œuvre une politique très pragmatique et non conventionnelle, qui cherche à concilier deux objectifs apparemment contradictoires : ne pas trop pénaliser une population qui a beaucoup souffert des efforts accomplis pour remettre les finances publiques en ordre après le fiasco du gouvernement précédent, et satisfaire simultanément les exigences de rééquilibrage imposées par la Commission européenne. A cette fin, elle a usé de plusieurs artifices : la taxation des banques et des entreprises étrangères par exemple, ou le rapatriement des cotisations de retraite engrangées dans le deuxième pilier privé (qui utilise le mécanisme de la capitalisation du système) au profit du premier (qui utilise celui de la répartition gérée par les finances publiques), ce en quoi elle a été suivie par la Pologne. Et force est de constater que cela n'a pas été vain : les autorités hongroises, en frôlant le précipice sans y verser, ont réussi à sortir le pays de la récession, et lui ont permis de retrouver une croissance de 3 % en 2014.

La Pologne, forte de sa réussite les années précédentes, a modéré son effort d'investissement public après le boum qui a précédé les championnats d'Europe de football, et a vu sa croissance ralentir fortement, au point de mettre en danger l'équipe du parti Plateforme civique et de la menacer de perdre le pouvoir au profit de la formation de Jarosław Kaczyński. Le gouvernement a senti le danger et donné une nouvelle impulsion budgétaire.

A cet apport de la demande publique à l'activité économique est venu s'ajouter tout récemment dans les pays considérés celui de la consommation des ménages. Paradoxalement, c'est la très faible augmentation des prix à la consommation (à la limite de la déflation) que l'on constate partout, y compris en Croatie, qui explique en partie sa bonne tenue. Son influence sur la croissance des salaires réels a en effet été très significative en 2014, puisque le taux de progression va de 2 % pour la République tchèque à près de 4,5 % en Slovaquie. Au total, on peut dire que c'est aujourd'hui la demande domestique qui vient épauler une demande extérieure dont l'avenir est incertain.

La Slovénie et la Croatie constituent deux cas différents par rapport à ces quatre pays.

Rappelons que la Slovénie, issue du démembrement de l'ex-Yougoslavie, a accompli un parcours exemplaire qui en a fait un champion de la transition et lui a épargné les crises économiques et politiques qu'ont connues à l'époque les autres pays postulant à l'accession à l'Union européenne, qu'elle a intégrée en 2004. Elle a effectué cette course d'obstacles sans bouleverser son mode de fonctionnement, celui d'une société fondée sur la cogestion avec les partenaires sociaux, la recherche systématique du consensus, et l'existence de grandes entreprises et banques restant propriétés de l'Etat. Paradoxalement, les fondements de cette réussite ont engendré les difficultés qu'elle a rencontrées dès son intégration dans l'Union et, plus encore, dans la zone euro en 2007. Ce qui faisait la force de son économie s'est alors transformé en faiblesse, quand elle a été soumise à la concurrence dans un espace d'inspiration libérale. La puissance des grandes banques nationales, combinée avec leur mauvaise gestion, s'est avérée être un handicap dans un monde où la souplesse était requise, et également quand il a fallu les recapitaliser pour compenser les pertes qu'elles avaient subies du fait de leurs participations au capital d'entreprises publiques non rentables dans le nouveau contexte. La gestion exemplaire des finances publiques pendant la transition jusqu'à 2004, qui avait fortement contribué à faire de la Slovénie quasiment le meilleur élève de la classe, a cédé la place aux trous béants laissés par la recapitalisation des banques publiques, et elle s'est retrouvée sous le coup des sanctions de Bruxelles quand elle a intégré la zone euro. A cela se sont ajoutées les conséquences de la crise de 2008-2009, qui l'ont laissée en grande difficulté.

Ce n'est que tout récemment, après plusieurs changements de gouvernements, que la situation économique du pays s'est apaisée. Il est symptomatique que l'on retrouve, parmi les principaux facteurs expliquant cette amélioration, le rebond, déjà noté dans le cas des pays du groupe de Visegrád, des investissements publics cofinancés et impulsés par le recours aux fonds structurels de l'Union européenne.

La Croatie constitue un cas encore bien différent. Sa récente intégration dans l'Union, comme son histoire, justifient qu'on la rattache à l'Europe centrale. Mais sa situation économique l'apparente bien plutôt aux pays du groupe des Balkans occidentaux. En effet, elle partage avec eux les difficultés d'une restructuration à effectuer. Alors qu'elle était auparavant très fortement dépendante d'une monoactivité, des chantiers navals qui n'étaient plus rentables, elle peine à trouver un ressort économique. En faisant abstraction des considérations politiques, et notamment des forts liens qu'elle entretient avec l'Allemagne, on peut se demander si elle a bien sa place dans l'UE et si elle ne l'a pas intégrée prématurément. Les efforts qu'elle a dû effectuer pour remplir les critères assignés pour cette intégration l'ont laissée exsangue. En particulier, la liquidation des chantiers navals qui constituaient le principal moteur de son activité économique a, dans un premier temps, nui considérablement à cette dernière.

La Hongrie

Comme les années précédentes, la Hongrie s'est composé un cocktail de mesures à sa façon afin de surmonter les obstacles. On n'insistera pas ici sur les multiples taxes qu'elle a inventées pour boucler son budget et qui ont fait le bonheur de la presse.

En 2014, elle a redécouvert les vertus des fonds structurels européens dont elle a fait un large usage, en consommant d'un seul coup un montant équivalant à 5-6 % de son PIB, soit deux fois plus qu'en moyenne annuelle au cours de la période 2007-2013. Cette manne lui a permis de financer, dans la perspective des trois élections qui ont marqué l'année (parlementaires, européennes et municipales), des projets publics longtemps délaissés.

Ce véritable boum des investissements publics, qui explique en grande partie l'essor remarquable de la formation brute de capital fixe au taux de 10 % (et près de 17 % pour le seul premier semestre) en 2014, a tiré la croissance qui atteint 3 %, avec l'appoint d'une consommation des ménages dopée, comme dans les autres pays de la région, par la croissance du salaire réel qui profite du très bas taux d'inflation (0,3 %). C'est donc bien la demande domestique qui a constitué le principal moteur de la croissance hongroise en 2014, même si l'effet de cette impulsion, en se répercutant sur les importations, a réduit quelque peu la contribution positive du commerce extérieur à cette croissance.

L'ouverture d'une ligne de crédit par la Banque centrale a permis de soulager le secteur financier, rudement mis à l'épreuve par les ponctions que lui a infligées le gouvernement (taxe sur les transactions financières et contribution à la prise en charge de la dette extérieure des ménages), dans sa fonction de financier du secteur réel, et de compenser les effets du *deleveraging* qui continue d'affecter les banques étrangères.

En ce qui concerne l'équilibre des finances publiques, la Hongrie tient le cap avec un déficit budgétaire qui ne dépasse pas 3 % du PIB (mais effleure cette limite en 2014). Cette consolidation demeure néanmoins fragile avec une dette publique qui, de l'ordre de 78 % du PIB, frise les 80 %.

Aujourd'hui, les difficultés susceptibles de toucher le pays tiennent davantage à sa proximité avec l'est de l'Europe et ses relations économiques avec la Russie, en raison de la crise ukrainienne, qu'à sa situation intérieure. Outre les approvisionnements en énergie (la Hongrie est dépendante à 90 % dans ce domaine), c'est surtout le secteur des fruits et légumes qui est concerné de façon indirecte, et les exportations de produits de l'industrie automobile vers la Russie. La reconstruction de la centrale nucléaire de Paks, qui incomberait pour une grande part à des entreprises russes et pour laquelle la Hongrie bénéficierait d'un crédit de 10 milliards d'euros de la part de Moscou, pourrait être remise en question.

La Pologne

L'économie polonaise avait connu, après une croissance moyenne de l'ordre de 4 % par an en 2010 et 2011, un sérieux ralentissement à partir de 2012, particulièrement prononcé en 2013 (le taux de croissance était tombé en dessous de 1 % au premier semestre), ce qui avait fait craindre ce que nous avons appelé dans la précédente édition du *Tableau de bord* un « atterrissage en douceur ». Il n'en a rien été. Le secret de ce retournement tient à ce que le gouvernement polonais a relancé le processus qui lui avait permis de maintenir l'économie en croissance dans un contexte extérieur chahuté : l'impulsion budgétaire par des investissements publics cofinancés par les fonds structurels européens (en ayant recours à partir de 2014 à la possibilité offerte d'utiliser le reliquat de la période 2007-2014).

Cette impulsion – liée à une accélération plus modérée de l'augmentation de la consommation des ménages – explique que la Pologne ait retrouvé en 2014 une croissance du PIB supérieure à 3 %.

La contribution du commerce extérieur à la croissance de l'économie est beaucoup plus sujette à caution. Alors que les taux de croissance relativement élevés (qui resteraient de l'ordre de 7 % par an pour les exportations comme pour les importations) laissaient croire au maintien d'une contribution positive à la croissance, la dernière analyse du WIIW évoque un changement en cours d'année dû à une accélération du niveau de croissance des importations, susceptible de la faire passer en négatif.

Nous l'avons dit, la formation brute de capital fixe, qui a atteint près de 10 % au premier semestre, et plus précisément les investissements publics en infrastructures, ont été le principal moteur de la croissance en Pologne cette année.

Cela s'accompagne paradoxalement de ce que le WIIW appelle une « tendance à la déflation ». Il remarque en effet que, avec un taux de chômage qui se maintient au-dessus de 10 % et une progression de la productivité supérieure à celle du salaire réel, il n'est pas étonnant que les prix à la production aient emprunté un « sentier négatif » (leur décroissance étant estimée à 1 % en 2014). Pour sa part, la croissance des prix à la consommation, avec 0,3 % en 2014, tend vers zéro.

Cette évolution nourrit la controverse qui fait rage à propos du comportement de la Banque centrale dont l'objectif (manqué) de croissance des prix à la consommation était de 2,5 % +/- 1 % et qui avait fixé en conséquence son taux directeur à 2,5 %. Même si elle l'a abaissé en octobre 2014, il reste élevé. C'est difficilement compréhensible, d'autant que cela conduit à maintenir des taux d'intérêt dissuasifs pour les emprunteurs sur le marché domestique, et que cela freine donc la progression des investissements privés. En outre, le cours du zloty, au niveau toujours élevé, s'en trouve dopé, ce qui peut pénaliser le commerce extérieur au moment où les effets de l'accélération de la demande domestique sur les importations pourraient se faire sentir.

La renationalisation du deuxième pilier des fonds de pension a permis d'une part de réduire le niveau de la dette publique polonaise, qui depuis plusieurs années frôlait dangereusement la limite assignée constitutionnellement, d'autre part de différer la consolidation fiscale demandée par la Commission européenne. Elle a aussi donné de la marge à une politique budgétaire qui, contrairement à la politique monétaire, a continué de soutenir la croissance en 2014, en cofinçant les investissements publics avec les fonds structurels européens.

La République tchèque

La récession qui avait sanctionné en 2012 et 2013 la politique des finances publiques frileuse de la République tchèque contrastait avec la croissance (parfois faiblissante) des autres pays du groupe de Visegrád. Le changement politique consécutif aux dernières élections législatives a initié un changement de politique budgétaire qui a entraîné une croissance franche de 2,5 % en 2014.

Comme la Pologne et la Hongrie, la République tchèque a utilisé le levier que constituaient les fonds structurels européens pour relancer les investissements publics. D'après les données dont on dispose, ils auraient crû de 30 % en 2014, à comparer avec une diminution de 12 % en 2013. Les autres éléments de la demande domestique concourent au rebond de l'économie, de façon plus modeste. La consommation des ménages, qui avait diminué en 2012 et au premier semestre de 2013, affiche une hausse attendue comprise entre 1,5 % et 2 % en 2014. Par ailleurs, le relâchement de l'austérité se traduit par une progression de la consommation publique qui devrait dépasser 2 %.

La politique monétaire, qui avait permis d'atténuer les effets dévastateurs de la politique budgétaire au cours des années 2012 et 2013, demeure extrêmement souple avec un taux directeur de 0,05 % appliqué depuis novembre 2012, le taux d'inflation de 0,5 %, mesuré par l'indice des prix à la consommation, étant très faible comme dans les autres pays du groupe de Visegrád. On peut pourtant être déçu par l'impact de ce faible taux directeur sur les taux d'intérêt commerciaux, qui demeurent à des niveaux beaucoup plus élevés (de l'ordre de 6 % pour les ménages et de 3 % pour les entreprises), de telle sorte que l'on n'enregistre pas la hausse des prêts à l'économie que l'on pouvait en attendre. En revanche, il est très efficace au regard de l'objectif de cette politique monétaire, qui est le maintien d'un taux de change de la couronne favorisant le commerce extérieur, fixé au-dessus de 27 couronnes pour un euro. Au demeurant, la situation des échanges reste confortable avec un excédent du commerce extérieur attendu de l'ordre de 8 milliards d'euros en 2014 et une diminution du déficit de la balance des paiements courants qui serait ramené à 0,5 % du PIB contre 1,4 % en 2013, même si le rapport du WIIW s'attend à une détérioration au vu des derniers indicateurs.

La situation des finances publiques est excellente : le déficit a été ramené aux environs de 1,5 % du PIB depuis 2013 et la dette est estimée à un peu moins de 43 % du PIB en 2014, soit loin de la limite de 60 % assignée par la loi. En conséquence, la République tchèque bénéficie de conditions d'emprunt plus faibles que d'autres pays, et comparables à celles accordées à la France, avec un taux de l'ordre de 3 %.

Au total, la situation économique semble bonne depuis que le pays a abandonné sa politique perverse d'austérité, et les perspectives pour 2015 sont positives.

La Slovaquie

Jusqu'ici, et même après la crise de 2008-2009, l'activité économique de la Slovaquie avait été tirée principalement par la demande extérieure. Si celle-ci a toujours une grande importance étant donné la spécialisation du pays dans l'industrie automobile, sa croissance a néanmoins connu un sérieux ralentissement en 2014 : les exportations ne se sont développées globalement que de 1,5 %, et c'est la demande domestique, atone au cours des deux années précédentes, qui a pris le relais. Plusieurs phénomènes ont contribué à cette situation.

Comme dans d'autres pays, la très faible inflation, voisine de zéro, a dopé le salaire réel. La conjugaison de ce phénomène avec l'amélioration de la situation du marché du travail, qui s'est traduite par une baisse du taux de chômage, a entraîné un dégel de la consommation des ménages dont la croissance en 2014 pourrait être de l'ordre de 2 %. Par ailleurs, les efforts menés par le gouvernement pour venir à bout des déséquilibres des finances publiques ont été couronnés de succès, ce qui lui a permis de desserrer l'étau et de laisser progresser la consommation publique de 5 %.

Pour la première fois depuis la crise en effet, on s'attend à ce que le déficit des finances publiques soit inférieur à 3 % du PIB, avec des objectifs (conformément au programme de stabilité d'avril) de 2,5 % en 2015, 1,5 % en 2016 et 0,5 % en 2017, ce qui a conduit la Commission européenne à mettre fin à la procédure qu'elle avait engagée contre la Slovaquie pour déficit excessif. Le pays n'en est pas quitte pour autant, car sa dette publique reste très légèrement supérieure au seuil légal de 55 % du PIB.

Des mesures sont donc prévues telles que le gel des salaires publics et de nouvelles coupes dans les dépenses, alors que le taux de la TVA, qui devait être abaissé à 19 %, est maintenu à 20 %.

La prévision du WIIW est celle d'un taux de croissance du PIB de 2,4 % en 2014 avec la perspective de rester à ce niveau au cours des deux prochaines années, la demande domestique demeurant le principal contributeur à cette croissance. En effet, même si la Slovaquie continue de bénéficier de sérieux atouts, en particulier de la qualité de son système bancaire et d'une solide industrie (toutefois toujours trop monoproductrice), son environnement reste sujet à des aléas majeurs, que ce soit en raison des incertitudes qui pèsent sur la demande émanant de l'Union européenne en cette période de stagnation, ou de celles qui concernent ses relations avec la Russie qui, à bien des égards, est un partenaire très important, ne serait-ce que pour les approvisionnements en gaz.

La Slovénie

La Slovénie, l'année dernière encore, était enlignée dans un tissu de contradictions dont elle ne paraissait pas capable de sortir. C'est ainsi qu'elle s'était lancée dans une opération, ambitieuse autant que dangereuse, de recapitalisation de ses deux monstres bancaires plombés par la mauvaise qualité de leurs créances. Cette recapitalisation avait eu pour effet de faire passer le niveau de son déficit budgétaire de 3,5 % du PIB à 14,4 % en 2013 et sa dette publique de 53,3 % du PIB à 70 %. On ne donnait alors pas cher de ses chances de s'en sortir.

Pourtant, 2014 a été l'année d'un certain renouveau, qu'elle a initié par ses seuls moyens (elle a refusé de se faire aider par le FMI), signe de ce que son économie repose sur des éléments de qualité préservés par la réussite de sa transition. A la récession de l'ordre de 1 % en 2013 a succédé un retour à la croissance à hauteur de près de 2 % en 2014. Deux facteurs expliquent cette bonne performance.

En premier lieu, comme la République tchèque, la Pologne et la Hongrie, la Slovénie a tiré parti de l'opportunité d'utiliser le reliquat des fonds structurels européens auxquels elle avait droit pour cofinancer des investissements dans les domaines des travaux publics et des infrastructures. C'est le principal moteur de son retour à la croissance.

En second lieu, de façon plus surprenante, elle a enregistré une nette accélération de la croissance de ses exportations, portées d'un peu moins de 2 % en 2013 à 5 % en 2014, ce qui lui a permis d'améliorer sa position d'exportateur net. En effet, comme le souligne la Coface dans sa synthèse de novembre 2014, la Slovénie possède un solide tissu dans plusieurs domaines de l'industrie, en particulier l'électroménager, l'automobile, les équipements électriques et la pharmacie.

Cependant, elle n'en a pas terminé avec les difficultés. Si le budget, bénéficiant du surcroît de recettes générées par la croissance, a vu, après la « bosse » due à la recapitalisation des banques, son déficit revenir au niveau plus raisonnable de 5 % du PIB en 2014, celui-ci reste néanmoins supérieur à la norme de 3 % fixée par la Commission européenne dans le cadre de la procédure engagée pour déficit excessif. Le nouveau Premier ministre, nommé après les élections de juillet, a donc annoncé qu'il faudrait faire de nouveaux efforts pour atteindre cet objectif en 2015. La combinaison d'une politique fiscale toujours restrictive avec de nouvelles réductions des dépenses publiques, et de l'intensification du processus de privatisation des entreprises slovènes dont beaucoup demeurent propriétés de l'Etat, devrait permettre d'y parvenir.

L'augmentation des entrées de capitaux au titre des IDE, dont le montant devrait atteindre le milliard d'euros en 2014, est à cet égard un bon signe, comme l'a été le placement réussi de deux milliards d'obligations à 7 ans au taux de 3 % en avril 2014. Cela témoigne de la confiance dont bénéficie, malgré ses difficultés des années précédentes, la Slovénie auprès des marchés.

La Croatie

La Croatie a connu en 2014 sa sixième année de récession consécutive, avec une diminution du PIB de près de 1 %. Toutes les composantes de la demande domestique sont concernées : la consommation des ménages et la formation brute de capital fixe (en recul, respectivement, de 0,6 % et 4 %), ainsi que la consommation publique. La production industrielle stagne. Seuls quelques secteurs de l'industrie manufacturière (notamment le travail du cuir, des meubles, du caoutchouc, du plastique et les produits pharmaceutiques) tirent leur épingle du jeu avec une progression de l'ordre de 2 %.

Pour remédier à cela, le gouvernement a adopté en septembre une « stratégie industrielle » de développement pour 2014-2020 identifiant des secteurs « stratégiques » : pharmacie, produits finis en métal, ordinateurs et informatique, équipements électriques, industrie du meuble et industrie alimentaire.

Le taux de chômage a encore légèrement progressé en 2014 et atteint 17,5 %. L'inflation, comme dans les autres pays de l'Europe centrale, est très faible : environ 0,5 % seulement.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, la balance commerciale demeure fortement négative, même si le taux de croissance des exportations est supérieur à celui des importations. Cependant, si l'on agrège les échanges de services qui incorporent les revenus du tourisme, la situation s'inverse un peu. Ces derniers comptent en effet parmi les principales ressources du pays. La balance des paiements courants avec l'extérieur est légèrement positive et la dette extérieure brute qui dépasse de peu 100 % augmente légèrement.

Le déficit des finances publiques est supérieur à 3 % du PIB puisqu'il a atteint 5 % en 2014. C'est pourquoi le Conseil européen a ouvert une procédure pour déficit excessif en janvier. La réponse du gouvernement a été un « Programme de convergence » dont l'objectif est de faire redescendre le déficit en dessous de 3 % du PIB en 2016, sous la surveillance de la Commission européenne. Le gouvernement a annoncé un programme de mesures combinant des coupes dans les dépenses publiques d'investissement avec des dispositions pour accroître les recettes : augmentation des cotisations au système de santé, prélèvements sur les profits des entreprises publiques notamment. Il a en outre annoncé des mesures d'ordre fiscal concernant les seuils de revenus taxables et les modalités de leur taxation et, à plus longue échéance, l'instauration d'une taxe sur les intérêts de l'épargne, et une imposition de la propriété à mettre au point.

Pour assurer le préfinancement du budget de 2015, il a l'intention d'émettre un emprunt (eurobonds) d'au moins 1 milliard d'euros à la fin de 2014.

*
* *

La situation des pays de l'Europe centrale à la fin de 2014 tranche nettement avec celle que nous décrivions dans l'édition 2013 du *Tableau de bord*. Rappelons que c'était alors la demande extérieure qui tirait l'activité économique de la région, tandis que la demande domestique – et plus particulièrement la formation brute de capital fixe – se faisant remarquer par son atonie. Compte tenu du rebond de la crise dans la zone euro qui en affaiblissait la croissance, le pronostic que l'on pouvait faire alors pour l'année 2014 était réservé.

Depuis lors, le paysage a fondamentalement changé. Les pays du groupe de Visegrád, à l'issue d'alternances politiques, ont su trouver en eux-mêmes, mais également grâce à l'apport enfin largement utilisé des fonds structurels européens, le ressort nécessaire pour rebondir, au point de montrer la voie à suivre à la « vieille Europe ».

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Croatie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	-1,7	-0,3	-2,2	-0,9	-0,8
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	61	61	62	61	60
Consommation des ménages	-1,5	0,3	-3,0	-1,3	-0,6
Formation brute de capital fixe	-15,2	-2,7	-3,3	-1,0	-4
Prix à la consommation	1,1	2,2	3,4	2,3	0,5
Solde des administrations publiques, déf. UE (en % du PIB)	-6,3	-7,7	-4,9	-4,9	-5
Dette publique, déf. UE (en % du PIB)	44,4	51,4	55,6	66,7	72
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	11,8	13,5	15,9	17,2	17,5
Exportations de marchandises	18,1	7,8	0,3	-0,1	11
Importations de marchandises	-0,5	7,5	-0,4	1,8	4,3
Balance commerciale (en milliards d'euros)	-5,7	-6,1	-6,1	-6,3	-5,9
Balance courante (en % du PIB)	-1,1	-0,9	0,2	0,9	0,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	103,3	102,6	102,1	104,7	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Hongrie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	0,8	1,8	1,5	1,5	3
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	67	68	68	68	69
Consommation des ménages	-2,8	0,8	-2,0	0,1	2,3
Formation brute de capital fixe	-9,5	-2,2	-4,2	5,2	10
Prix à la consommation	4,7	3,9	5,7	1,7	0,3
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-4,3	4,2	-2,1	-2,3	-3
Dette publique (en % du PIB)	80,8	81,0	78,4	77,3	78
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	11,2	10,9	10,9	10,2	8,5
Exportations de marchandises	16,4	8,6	2,1	3,0	5,3
Importations de marchandises	17,2	8,4	-2,3	2,3	6,1
Balance commerciale (en milliards d'euros)	2,6	2,9	3,0	3,6	3,2
Balance courante (en % du PIB)	0,3	0,8	1,9	4,1	3,6
Dette extérieure brute (en % du PIB)	143,7	134,9	128,9	118,5	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Pologne

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	3,9	4,5	2,0	1,6	3,3
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	64	65	67	68	69
Consommation des ménages	3,1	2,7	1,2	0,7	2,5
Formation brute de capital fixe	-0,4	8,5	-1,6	-0,2	6
Prix à la consommation	2,7	3,9	3,7	0,7	0,3
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-7,8	-5,1	-3,9	-4,3	5
Dette publique, déf. UE (en % du PIB)	54,9	56,2	55,6	57,0	52
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	9,6	9,7	10,1	10,3	10
Exportations de marchandises	22,9	12,2	6,5	5,7	7
Importations de marchandises	25,0	12,8	2,2	0,2	7
Balance commerciale (en milliards d'euros)	-10,4	-12	-7,1	0,6	0,7
Balance courante (en % du PIB)	-5,5	-5,2	-3,6	-1,3	-1
Dette extérieure brute (en % du PIB)	67,2	67,5	72,9	71,2	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

République tchèque

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	2,3	2,0	-0,8	-0,7	2,5
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	84	85	85	84	85
Consommation des ménages	1,0	0,3	-1,8	0,4	1,5
Formation brute de capital fixe	1,3	1,1	-2,9	-4,4	5
Prix à la consommation	1,2	2,2	3,5	1,4	0,5
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-4,5	-3,0	-4,0	-1,4	-1,4
Dette publique (en % du PIB)	36,8	39,4	43,9	43,8	42,8
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,3	6,7	7,0	7,0	6,4
Exportations de marchandises	21,3	13,8	5,4	-1,1	9
Importations de marchandises	24,1	12,3	3,2	-2,6	9
Balance commerciale (en milliards d'euros)	2,1	3,7	5,9	7,3	8
Balance courante (en % du PIB)	-3,8	-2,6	-1,3	-1,4	-0,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	45,1	44,5	48,3	51,3	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Slovaquie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	4,4	3,0	1,8	0,9	2,4
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	75	75	76	76	77
Consommation des ménages	-0,7	-0,5	-0,2	0	2
Formation brute de capital fixe	6,5	14,3	-10,5	-4,3	3
Prix à la consommation	0,7	4,1	3,7	1,5	0,2
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-7,5	-4,8	-4,5	-2,8	-2,8
Dette publique (en % du PIB)	41,0	43,6	52,7	55,4	55,2
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	14,4	13,5	14,0	14,2	13,5
Exportations de marchandises	21,5	17,6	9,7	3,3	1,5
Importations de marchandises	22,5	17,4	5,3	2,3	2
Balance commerciale (en milliards d'euros)	0,8	1	3,6	4,3	4
Balance courante (en % du PIB)	-3,7	-3,8	2,2	2,1	1,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	74,8	76,7	75,6	82,7	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Slovénie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	1,2	0,6	-2,6	-1,0	1,8
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	86	86	85	85	85
Consommation des ménages	1,0	0,0	-2,9	-4,0	0,4
Formation brute de capital fixe	-13,7	-4,6	-8,9	1,9	4,5
Prix à la consommation	2,1	2,1	2,8	1,9	0,7
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-5,7	-6,3	-3,9	-14,4	-5
Dette publique (en % du PIB)	37,9	46,2	53,3	70,0	82
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,3	8,2	8,9	10,1	10
Exportations de marchandises	14,4	13,1	0,8	1,8	5
Importations de marchandises	16,3	13,1	-2,7	-1,9	3
Balance commerciale (en milliards d'euros)	-0,8	-0,95	-0,15	0,65	1,1
Balance courante (en % du PIB)	-0,1	0,4	2,8	5,8	5,3
Dette extérieure brute (en % du PIB)	112,4	108,8	114,6	110,5	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Deuxième partie

Les pays baltes

Estonie, Lettonie, Lituanie *par Céline Bayou*

La sortie de crise rapide et triomphante des Etats baltes qui a fait de l'Estonie, de la Lettonie et, dans une moindre mesure, de la Lituanie des sortes de modèles de la politique d'austérité en Europe, laissait craindre quelques fragilités, voire des dérapages. A la fin de 2013, certains observateurs, dans et hors des trois pays, exprimaient ainsi leurs inquiétudes : les populations silencieuses, après avoir supporté avec stoïcisme plusieurs années de rigueur, n'allaient-elles pas finir par vouloir toucher, elles aussi, les dividendes de la croissance retrouvée ? Et ces politiques radicales n'allaient-elles pas révéler des failles face à une Europe encore atone, mais dont dépendent fortement les économies baltes, notamment en termes commerciaux ?

Or l'année 2014 a au contraire prouvé que les autorités des trois pays avaient commencé à prendre la mesure des attentes de la population et à desserrer la contrainte qui pesait sur elle. En revanche, la contrainte extérieure s'est faite plus pesante à mesure que la crise russo-ukrainienne prenait de l'ampleur. Entre atonie des économies européennes et défaillances du partenaire russe, les Etats baltes ont constaté que cette pression était avant tout due à un facteur, certes redouté pendant longtemps, mais largement sous-estimé depuis quelques années : c'est bien la dégradation des relations entre l'Occident et la Russie qui, en 2014, a dominé, d'abord subrepticement puis tout à fait ouvertement, l'actualité de ces trois pays et fait peser des menaces sur leur avenir, notamment en termes économiques.

Des motifs de satisfaction

Les trois pays n'ont pas manqué, en 2014, de célébrer les dix ans de leur adhésion à l'Union européenne. A l'heure des bilans, chacun a trouvé des motifs de satisfaction et cette prise de distance, après plusieurs années de turbulences liées à la violence de la crise financière mondiale et de la crise de surchauffe interne, a permis de constater que la trajectoire avait bien été maintenue malgré quelques incidents de parcours. Les performances sont remarquables en effet : il suffit de citer le PIB par habitant en PPA (parité de pouvoir d'achat) de la Lituanie, par exemple, qui est passé de 45 % de la moyenne communautaire en 2004 à 74 % en 2013. Vilnius s'est d'ailleurs permis d'exprimer sa joie, notant que le pays dépassait même les performances de l'Estonie (dont le produit intérieur brut est passé de 57 à 72 %) et de la Pologne (68 % en 2013). La Lettonie a réalisé une performance certes plus modeste (47 % en 2004 et 67 % en 2013), mais qui n'est pas moins remarquable. Et les taux de croissance du PIB en 2014, compris entre 1,7 % pour l'Estonie et 3 % pour la Lituanie, restent satisfaisants.

L'économie lettone, dont la croissance est de l'ordre de 2,5 % après avoir dépassé 4 % en 2013, est parfois comparée à une balle de caoutchouc : plus rapidement elle chute, plus rapidement elle rebondit. La métaphore peut être appliquée aux deux pays voisins, tant il est vrai que les trois Etats baltes ont étonné le reste de l'Union européenne, depuis le déclenchement de la crise financière internationale en 2008, par leur capacité de résilience et leur choix radical de politiques d'austérité particulièrement dures. C'est ainsi que la Lettonie, après avoir connu la plus forte chute du PIB de toute l'UE en 2009, a pu se prévaloir de la plus forte croissance de la zone en 2012 et en 2013. La Lituanie, quoi qu'un peu moins jusqu'au-boutiste dans ses choix de politique économique, s'est placée sur la même trajectoire, ce dont certains la félicitent : à l'automne 2014, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, l'a citée en exemple pour le reste de l'Europe, qualifiant son parcours de « belle histoire ». Et de vanter le message puissant qu'apporte à l'Union un pays qui, après avoir surmonté une crise brutale, est devenue l'une des économies les plus dynamiques de

l'Europe. Ce qu'a paru montrer Vilnius, et qui a séduit le président de la BCE, c'est la possibilité d'opérer des coupes modérées dans les dépenses publiques pendant une période de dépression et de renouer ensuite avec la croissance. En Lituanie en effet, la chute du PIB a atteint 15 % en 2009, mais les autorités ont refusé de dévaluer la monnaie nationale, le litas, et ont préféré l'option d'une politique d'austérité qui a permis de ramener le déficit public à 2 % du PIB en 2014 (contre 9,4 % en 2009). Le choix de l'ajustement sans dévaluation monétaire ayant été fait également en Estonie et en Lettonie, les trois pays apparaissent désormais comme les parangons d'une vertu lancée en exemple à la face d'autres pays européens jugés moins sages.

Les économies baltes semblent donc stabilisées, d'autant que la croissance des trois pays est fortement liée à la consommation intérieure qui croît à un bon rythme. Cette dernière tendance devrait se poursuivre et les pronostics des économistes locaux comme ceux des instances internationales convergent : la consommation des ménages devrait rester le moteur de la croissance en 2015, facilitée notamment par le fait que la hausse des prix à la consommation est devenue très faible (elle est nettement inférieure à 1 % dans chacun des trois pays en 2014).

En Lituanie, l'industrie a redémarré, adossée à l'activité de raffinage de pétrole (l'unique raffinerie des Etats baltes se trouve dans ce pays), mais aussi au secteur manufacturier qui a connu un rebond notable en 2014, notamment en ce qui concerne la branche « machines et équipements ». Cette dynamique est nettement moins perceptible en Estonie, et encore moins en Lettonie, mais dans les trois pays, certains secteurs se redressent, portés en particulier par les investissements publics dans les infrastructures (la construction en Lettonie, les transports en Estonie).

Une croissance soutenue par le pouvoir d'achat

Si la croissance du PIB de ces économies s'appuie donc essentiellement sur la consommation privée, c'est le signe d'un relâchement de la pression que les politiques d'austérité adoptées pendant la crise exerçaient sur la population. Les consommateurs estoniens, lettons et lituaniens n'avaient pas connu de hausse de leur pouvoir d'achat depuis 2008. Or on a pu constater en 2013 l'advenue d'une trilogie très positive à cet égard : en Lettonie par exemple, l'accélération de la hausse des salaires nominaux (5 %) est allée de pair avec la réduction de la hausse des prix à la consommation (0 %) et un net infléchissement du taux de chômage (qui est descendu à 11,9 % contre 15 % en 2012, baisse qui s'est poursuivie en 2014 jusqu'en dessous de 11 %). La tendance est la même en Lituanie, où l'on s'étonne même de la précocité de cette conjonction. En novembre 2014, un rapport publié par la Commission européenne se montrait rassurant quant à la poursuite de ce mouvement.

Il était temps sans doute de relâcher un peu la contrainte qui pesait sur la population des trois pays : on pouvait en effet prévoir que, après avoir accepté de porter le poids des politiques d'austérité, elle réclamerait les bénéfices de la croissance retrouvée. Les autorités ont donc procédé en janvier 2014 à des hausses du salaire minimal (+12 % en Lettonie, +6 % en Estonie, +4 % en Lituanie), geste réitéré en janvier 2015 (+3 % en Lettonie, +10 % en Estonie, +4 % en Lituanie). Cette évolution ne doit pas faire perdre de vue que les salaires minimaux des Etats baltes étaient parmi les plus faibles relevés dans l'UE en 2013 (respectivement 287, 290 et 320 euros mensuels en Lettonie, Lituanie et Estonie, contre 1 445 euros en France). Parallèlement, on l'a vu, le marché du travail a connu une embellie qui s'est reflétée en 2014 dans la contraction régulière du taux de chômage (7,5 % en Estonie, 10,7 % en Lettonie et 11,5 % en Lituanie). L'optimisme doit être modéré néanmoins sur ce front, le manque de dynamisme réel de l'industrie n'autorisant pas à faire des pronostics encourageants pour les années à venir. On note en outre que cette baisse du chômage s'explique en partie par l'évolution démographique négative et par la poursuite de l'émigration. Nombreux sont ceux, en effet, qui ont quitté ces trois pays au cours des dernières années, à la recherche d'un emploi, d'un salaire et d'une vie meilleurs. Les flux ne semblent pas vouloir se tarir

et les retours ne sont pas encore d'actualité, malgré les espoirs d'un Mario Draghi faisant le pari de mouvements de ré-immigration dès que l'économie se portera mieux. En Estonie, l'inadéquation offre-demande de travail a entraîné une augmentation de 30 % du nombre de postes vacants au premier trimestre de 2014.

Autre facteur jouant en faveur de la hausse de la consommation intérieure, les autorités expriment leur intention de relâcher la pression fiscale. En Lettonie, la *flat tax*, actuellement de 24 %, passera à 23 % en 2015 et 22 % en 2016. En 2015, la limite des revenus non imposables va être revue à la hausse. En 2014, les contributions de la population à la sécurité sociale ont été réduites de 1 %. En Lituanie, une loi a été adoptée visant à compenser les pertes sur les retraites enregistrées durant les années de crise : ainsi, en décembre 2014, les retraités ont commencé à recevoir 20 % du montant total évalué, ils en percevront 40 % en 2015 et autant en 2016.

En Lituanie, l'année 2014 a été également celle d'un grand changement en matière de politique énergétique, puisque, d'une part, le gouvernement est parvenu à négocier une baisse du tarif du gaz fourni par le monopole russe Gazprom et que, d'autre part, le pays a inauguré en grande pompe à l'automne un tout nouveau terminal de gaz naturel liquéfié qui va mettre fin à sa dépendance totale vis-à-vis des importations de gaz russe. L'accord avec Gazprom a eu un impact immédiat sur les consommateurs lituaniens qui ont vu leur facture de gaz réduite d'un cinquième à la mi-2014. De même, le prix du chauffage a commencé à baisser dans plusieurs grandes villes du pays. Si l'énergie ne constitue pas la part essentielle du panier de la consommation, ces évolutions n'ont pas été sans effet sur le moral des Lituaniens qui commencent à reprendre confiance.

En revanche, les banques restent prudentes et l'accès au crédit demeure complexe, tant pour les particuliers que pour les entreprises qui, par conséquent, éprouvent des difficultés à se financer. Il est peu probable que les choses changent, alors que la productivité reste faible.

Žygmantas Mauricas, économiste en chef à la banque Nordea, a noté à l'automne 2014 que si courir vite ne permet que de faire du sur-place, il faut courir deux fois plus vite pour avancer un peu. Cette belle évocation du paradoxe de la reine rouge et de Lewis Carroll (*De l'autre côté du miroir*) renvoie parfaitement à la conscience qu'ont ces trois pays de leur obligation à ne pas hésiter sur la voie choisie et à ne pas perdre de temps. Et l'économiste lituanien d'établir un parallèle avec l'évolution de l'Irlande il y a quelques années. Si le Tigre celtique a su, selon lui, conforter son succès économique grâce au dynamisme d'industries exportatrices et à l'émergence des services, les Etats baltes, ou à tout le moins la Lituanie, feraient actuellement preuve de moins de méthode : pourquoi augmenter les salaires sans amoindrir, simultanément et dans des proportions équivalentes, la pression fiscale ? D'autant que celle-ci est bien suffisante, le problème étant plutôt lié à l'inefficacité du système de collecte de l'impôt qui ferait de la Lituanie l'un des pires pays d'Europe en termes de ratio taxe/PIB. Pourquoi, depuis dix ans, consacrer la plus grosse part des fonds européens à des infrastructures pas si défallantes qu'on veut bien le dire, plutôt qu'à l'environnement entrepreneurial et au système éducatif, priorités autrement plus urgentes selon lui ?

L'euro, malgré tout

Alors que la zone euro continue de douter d'elle-même, les trois pays font preuve d'une belle constance et affichent leur confiance. Après l'Estonie le 1^{er} janvier 2011, la Lettonie le 1^{er} janvier 2014, la Lituanie a adopté la monnaie unique le 1^{er} janvier 2015, alors que l'euro a atteint à l'automne l'un de ses plus bas niveaux. Il faut reconnaître que cette dernière tendance peut favoriser des économies ouvertes comme les leurs, dont les exportateurs voient d'un bon œil cette opportunité de rendre leurs produits plus compétitifs sur les marchés extérieurs. Et que malgré les turbulences dans la zone euro, l'adoption de la monnaie européenne garantit à ses membres un accès privilégié

au marché financier international. Dans le contexte économique des Etats baltes, cette ouverture n'est pas un détail. Les autorités de Riga n'ont d'ailleurs cessé de se féliciter depuis le début 2014 : l'entrée dans la zone euro constitue intrinsèquement un soutien aux entreprises que l'Etat letton n'est pas forcément en mesure de fournir actuellement, et elle facilite les investissements.

A aucun moment l'Estonie et la Lettonie n'ont émis de doute quant à l'opportunité de leur choix, même s'il n'est pas facile de renoncer à des monnaies nationales qui ont quasiment valeur de marqueurs de renaissance nationale. Dès lors, il semblait naturel que la Lituanie en fasse autant, même si la Pologne voisine ne cesse de repousser l'échéance. L'autorisation émise en juin 2014 par la BCE et la Commission européenne, confirmée en juillet par les ministres des Finances de la zone euro, ont valu *satisfecit* pour Vilnius. Le dix-neuvième membre de la zone euro peut se permettre en effet d'afficher sa fierté, puisqu'il remplit parfaitement les critères de convergence : sa dette publique n'est que de 40,8 % du PIB (pour une limite fixée à 60 %), son déficit budgétaire de 2 % du PIB (donc inférieur aux 3 % exigés), son inflation est ramenée au taux, très faible, de 0,3 % et la monnaie nationale, le litas, est depuis longtemps stable face à l'euro. Au printemps, le commissaire européen chargé des affaires économiques, Olli Rehn, a donc pu saluer la politique budgétaire et les réformes économiques « sérieuses » du pays, réformes qui ont conduit selon lui à un accroissement impressionnant de la prospérité de ses habitants.

Toutefois, et même s'ils sont inquiets au regard de la dégradation des relations sur la scène internationale à mesure que les tensions croissent autour de la crise russo-ukrainienne, les Litvaniens restent circonspects quant au bien-fondé et au calendrier d'adoption de l'euro : ils étaient 49 % en novembre 2013 à se dire opposés à ce changement de monnaie ; en septembre 2014, ils étaient encore 48 % à rejeter cette option (contre 44 % estimant que ses conséquences seraient positives). Leurs principales réticences sont liées au risque de hausse de prix induit par le passage à l'euro (selon 84 % des sondés), mais également à la perte d'identité entraînée par l'abandon du litas (pour 62 % d'entre eux). Les Estoniens font en revanche partie des plus satisfaits de la zone euro, puisqu'ils étaient 73 % qui plébiscitaient la monnaie européenne en octobre 2014. Plus récemment entrés, les Lettons étaient alors 55 % à se réjouir de ce choix, mais 14 % d'entre eux doutaient, incapables de dire si l'euro est pour eux une bonne ou une mauvaise chose. Il est notable qu'en Lettonie, 74 % des personnes interrogées presque un an après le passage à l'euro surestiment le taux d'inflation dans leur pays, effet psychologique classique dans les mois qui suivent un changement de monnaie, et jugent que cette hausse de prix incombe à l'abandon du litas.

Des économies « trop » ouvertes ?

Mais c'est sans doute sur le front du commerce extérieur que sont perceptibles les plus grandes inquiétudes. Ces petites économies sont très ouvertes et le fait que leurs principaux partenaires commerciaux, à savoir les pays de l'UE d'un côté et la Russie de l'autre, soient – pour des raisons différentes – en situation difficile, est un véritable facteur de fragilité pour les Etats baltes. Au moment où ils redémarrent et se permettent d'accroître la dépense publique, une stagnation, voire une baisse des exportations pourraient avoir des conséquences catastrophiques et infléchir le cours de la reprise.

On sait d'ores et déjà que le relatif tassement de cette reprise dans les trois pays, en 2014, est en grande partie dû à la faiblesse de la demande extérieure. L'Estonie, par exemple, a pâti de la crise qui sévit en Finlande – liée notamment à la chute de ses exportations vers la Russie – qui affecte ses ventes de produits électroniques. Les exportations estoniennes ont été, par ailleurs, touchées par la stagnation du commerce, direct et de transit, avec la Russie. Le ralentissement de l'économie russe en 2014 et la dépréciation du rouble depuis 2013 ont un impact non seulement sur les exportations vers ce pays de chacun des Etats baltes, mais sur celles de l'ensemble des pays de la région de la mer Baltique. Or ces derniers, tous très liés à ce grand voisin, sont aussi très

interdépendants. Pour compenser la faiblesse de ce marché, les pays baltes n'ont pas pu en 2013-2014 se tourner vers les clients de l'Union européenne, dont la demande restait stagnante. La faible capacité d'importation des partenaires baltes, de l'Allemagne ou de la Finlande, a fini par affaiblir l'industrie des trois Etats.

Comme si ces difficultés ne suffisaient pas, la dégradation des relations entre la Russie et l'UE a mené à l'imposition en avril 2014 de sanctions européennes à l'encontre du partenaire russe qui a rétorqué début août par l'imposition d'un embargo sur les produits alimentaires. Celui-ci affecte très violemment les Etats baltes. La BERD a d'ailleurs officiellement reconnu que, des vingt-huit membres de l'UE, ils sont les plus fortement touchés. La Lituanie est spécifiquement fragilisée alors que, traditionnellement, près de 4 % de ses exportations alimentaires se dirigent vers la Russie (contre 0,75 % pour la Lettonie et 0,50 % pour l'Estonie). Réaction en chaîne classique, les trois pays peinent évidemment à écouler leurs produits sur d'autres marchés, eux-mêmes préoccupés par l'impact de cet embargo sur leurs propres capacités d'exportation. Cela ne les a pas empêchés d'être au nombre des pays qui ont le plus fortement réclamé l'imposition des sanctions européennes à l'encontre de la Russie, la Lituanie tout particulièrement.

Cette détérioration du contexte extérieur n'a pas été sans effets sur les prévisions des taux de croissance de ces pays que les autorités n'auront cessé, tout au long de 2014, de revoir à la baisse, même si, on l'a vu, ils restent significativement positifs. Car les conséquences ne se limitent pas aux surplus de lait ou de beurre que les Etats baltes ne parviennent pas à écouler. Elles peuvent concerner la composition du budget, quand par exemple la Lettonie et la Lituanie cherchent comment parvenir de nouveau à consacrer 2 % du PIB à la défense, exigence liée à leur appartenance à l'Otan mais non respectée pour cause de crise économique (l'Estonie est l'un des rares Etats membres de l'Alliance à s'y conformer). Elles sont également susceptibles de mettre en cause certains projets d'investissements russes, pourtant jugés essentiels en termes économiques. Ce fut le cas au printemps 2014, lorsque le Bureau de protection de la Constitution letton a émis des réserves vis-à-vis des velléités de l'entreprise russe UralVagonZavod de construire une unité de production de wagons à Jelgava : cette opération pouvait en effet présenter une « menace pour la sécurité de la Lettonie » s'il s'avérait que la direction de l'entreprise russe était « d'une manière ou d'une autre liée au gouvernement russe actuel ». Ce site aurait pourtant bien besoin de capitaux : il s'agit en effet de celui d'une des deux anciennes usines de production de sucre du pays, toutes deux démantelées il y a quelques années lorsque l'Union européenne, mise en demeure par l'OMC, a sacrifié une bonne partie de la production sucrière des Etats membres.

Dans ce contexte, Bruxelles n'a pas grand-chose à proposer et les espoirs un moment caressés par les Etats baltes et la Pologne de bénéficier de compensations de la part de l'UE pour le manque à gagner sur les exportations se sont vite envolés. Petite voix dans la tourmente d'un environnement sécuritaire qui s'est largement dégradé au cours de l'année 2014, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires s'est rendu à Vilnius en septembre 2014 pour y rappeler que le fait d'appartenir à la zone euro impliquait une meilleure protection en cas de tensions géopolitiques. Avis partagé par le Premier ministre lituanien, Algirdas Butkevicius, qui voit dans cette adhésion un pas supplémentaire vers plus de sécurité aux niveaux économique, financier et politique.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Estonie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	2,5	8,3	4,7	1,6	1,7
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	66	71	73	75	75
Consommation des ménages	-1,6	2,3	5,1	3,8	3,2
Formation brute de capital fixe	-2,6	33,0	10,4	2,5	2,0
Prix à la consommation	2,7	5,1	4,2	3,2	0,4
Solde des administratifs publics (en % du PIB)	0,2	1,1	-0,2	-0,2	-0,5
Dette publique (en % du PIB)	6,5	6,0	9,7	9,8	10,1
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	16,9	12,5	10,0	8,6	7,5
Exportations de marchandises	41,3	36,7	10,9	1,1	0
Importations de marchandises	31,0	37,4	14,5	0,4	0
Balance commerciale (en millions d'euros)	-405	-611	-1 074	-1 006	-1 000
Balance courante (en % du PIB)	1,8	0,0	-2,1	-1,4	-1,6
Dette extérieure brute (en % du PIB)	112,1	101,9	101,9	93,6	-

Sources : WIIW ; Eurostat ; (p) : prévision

Lettonie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	-2,9	5,0	4,8	4,2	2,5
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	55	60	64	67	67
Consommation des ménages	3,3	2,8	2,7	6,1	2,8
Formation brute de capital fixe	-20,0	24,2	14,5	-5,2	3,0
Prix à la consommation	-1,2	4,2	2,3	0,0	0,6
Solde des administratifs publics (en % du PIB)	-8,1	-3,5	-1,4	-0,9	-1,1
Dette publique (en % du PIB)	44,6	42,0	40,9	38,2	38,8
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	18,7	15,4	15,0	11,9	10,7
Exportations de marchandises	32,8	24,7	16,2	1,7	2,0
Importations de marchandises	24,6	31,9	13,6	1,2	1,7
Balance commerciale (en millions d'euros)	-1 488	-2 443	-2 563	-2 541	-2 550
Balance courante (en % du PIB)	2,3	-2,8	-3,2	-2,3	-2,9
Dette extérieure brute (en % du PIB)	167,2	146,6	136,2	131,1	-

Sources : WIIW ; Eurostat ; (p) : prévision

Lituanie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	1,6	6,0	3,7	3,3	3,0
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	62	67	72	74	75
Consommation des ménages	-3,7	4,8	3,9	4,7	4,5
Formation brute de capital fixe	1,9	20,7	-3,6	12,8	9,0
Prix à la consommation	1,2	4,1	3,2	1,2	0,3
Solde des administratifs publics (en % du PIB)	-7,2	-5,5	-3,3	-2,2	-2,0
Dette publique (en % du PIB)	37,8	38,3	40,5	39,4	40,8
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	17,8	15,4	13,4	11,8	11,5
Exportations de marchandises	34,7	30,4	15,5	7,0	-1,7
Importations de marchandises	35,3	29,9	9,5	5,9	-0,9
Balance commerciale (en millions d'euros)	-1 648	-2 065	-1 130	-920	-1 100
Balance courante (en % du PIB)	-0,3	-3,9	-1,2	1,6	1,1
Dette extérieure brute (en % du PIB)	86,7	80,9	78,7	70,3	-

Sources : WIIW ; Eurostat ; (p) : prévision

Troisième partie

La Bulgarie et la Roumanie

Bulgarie et Roumanie *par Edith Lhomel*

Depuis le 1^{er} janvier 2014, soit sept ans après leur intégration dans l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie ne devraient normalement plus être soumises à la surveillance de la Commission européenne. Exercée depuis le 1^{er} janvier 2007 sur un rythme bi-annuel dans le cadre d'un « mécanisme de coopération et de vérification », celle-ci a surtout porté sur la réforme de la justice, la lutte contre la corruption et la consolidation de l'Etat de droit. Mais cette surveillance vaut en définitive encore partiellement au moins pour la Bulgarie, dont l'évolution économique demeure toujours en partie otage de la situation politique et de la fragilité des institutions. Les années 2013-2014 n'en sont pas moins celles d'un regain de croissance, qui bien que nettement plus timide en Bulgarie qu'en Roumanie, devrait pouvoir se confirmer, avec la montée en charge des fonds structurels européens (2014-2020) sur le front extérieur, et, hypothèse plus aléatoire, une reprise de la demande sur le front intérieur.

Les deux pays ont des problématiques communes mais des évolutions spécifiques

La « communauté de sorts » qui unit la Roumanie et la Bulgarie ne vaut que pour quelques aspects de leur évolution récente.

En premier lieu, les deux pays sont encore parfois considérés comme toujours en transition au regard de certaines réformes structurelles restées à mi-chemin, notamment en matière de privatisations. Tel est du moins le discours tenu par les grandes institutions financières internationales pour les inciter à parachever « leur acheminement vers l'économie de marché ».

En deuxième lieu, leur intégration à l'UE, jugée par certains observateurs comme une erreur compte tenu de leur niveau de développement nettement en-deçà de la moyenne de l'UE-28, est encore aujourd'hui diversement appréciée : les deux pays figurent dans le peloton de queue pour la quasi-totalité des indicateurs sociaux tandis que la pauvreté et l'exclusion sociale touchent, respectivement, entre 40 et 48 % de leur population. De tels écarts avec la moyenne communautaire (24,8 %) incitent à certains rapprochements, notamment géographiques : la Grèce dont l'adhésion remonte à bien plus longtemps n'enregistrait-elle pas en 2013 un pourcentage de 35,7 % pour cet indicateur ?

En troisième lieu, le caractère récent des adhésions bulgare et roumaine doit être pris en compte quand on tente d'évaluer l'impact de la crise financière internationale de 2008-2009 sur l'évolution de leurs indicateurs macroéconomiques. Cette crise s'est abattue sur des économies qui venaient tout juste de commencer à bénéficier des retombées de l'intégration (en termes d'attractivité des investissements comme de commerce extérieur), à l'inverse des pays de la vague de 2004 (comme la Pologne ou la République tchèque) frappés, eux aussi, par la récession des pays occidentaux, mais dont la situation était moins vulnérable, au terme de quatre ans d'intégration. Le caractère extraverti des systèmes bancaires bulgare et roumain les a d'autant plus fragilisés.

Enfin, et sans être, loin s'en faut, spécifique aux deux pays, le déficit de confiance à l'égard des élites dirigeantes a débouché, ces deux dernières années, sur une instabilité politique assortie de manifestations de mécontentement et d'actes de désespoir répétés, particulièrement en Bulgarie.

En revanche, la différence entre les deux pays, à commencer par leur taille et leur dotation en ressources énergétiques, se révèle plus prégnante encore à l'amorce de ce que certains s'accordent à qualifier de reprise économique, à tout le moins de sortie de récession. Dans le cas de la Bulgarie, l'effet « taille » agit dans les deux sens : une amélioration de la demande extérieure peut de façon significative et rapide se répercuter positivement sur la balance du commerce extérieur ; à l'inverse, des difficultés en matière d'approvisionnement énergétique ou la mise en défaut d'une institution

bancaire fragiliseront d'un coup la situation économique. Quel que soit par ailleurs son degré d'instabilité politique, le potentiel du marché intérieur de la Roumanie ne peut laisser indifférents investisseurs et entreprises occidentales. Implantés depuis de nombreuses années, leurs stratégies de repli partiel leur ont permis, au sursaut de croissance enregistré au second semestre de 2013, de réagir rapidement au frémissement de la demande extérieure, et ainsi de provoquer un effet boule de neige : la vitalité de la croissance économique des années 2013-2014 en témoigne.

Fortement dépendants de la situation régionale et continentale pour leurs échanges extérieurs, les deux pays le sont aussi devenus de façon croissante des fonds structurels dispensés dans le cadre de la Politique européenne de développement régional. Certes, leur taux d'absorption insuffisant demeure un sujet de préoccupations et de tensions récurrentes avec la Commission européenne. Néanmoins, ces financements sont devenus, au fil des sept dernières années, un levier décisif pour revigorer l'investissement public. Ils sont donc déterminants pour pérenniser la reprise qui s'amorce et permettre à la Roumanie et à la Bulgarie, dotées d'un tissu industriel en piteux état dans bien des branches, d'envisager des modernisations porteuses d'opportunités d'emplois. Cela vaut également pour le secteur de la construction. Car si l'émigration constitue une source désormais structurelle de revenus, tant pour la balance des paiements courants que pour de larges franges de la population, surtout rurale, la pression des jeunes sur le marché du travail est dramatique, d'autant que s'y ajoute, dans le cas bulgare, un phénomène de vieillissement démographique préoccupant.

En Bulgarie, le retour timide de la croissance malgré une instabilité politique chronique

Après une croissance économique quasi aussi anémique en 2013 qu'en 2012, un léger frémissement du côté de la demande intérieure, encouragé par les mesures fiscales du gouvernement de Plamen Oresharski (29 mai 2013-6 août 2014) permettrait à la Bulgarie de frôler une croissance de deux points en 2014. Aux affaires durant plus d'un an, ce gouvernement (étiqueté à gauche) a tenté de se montrer un peu plus « proactif » que son prédécesseur, celui de Boris Borissov, en ne rechignant pas à procéder à une hausse des dépenses publiques pour soutenir les revenus les plus bas. Le salaire minimum a été majoré de 10 % au 1^{er} janvier 2014 et les retraites ont été indexées sur les gains de productivité et l'inflation. La moitié des retraités bulgare touchent en effet une pension misérable de quelque 300 levs (150 euros) et le salaire moyen y est le plus bas de l'ensemble des Etats membres, 900 levs (425 euros), tout comme le coût horaire moyen du travail (3,70 euros).

Cette politique d'incitation fiscale a été financée grâce à une meilleure collecte de l'impôt qui reste néanmoins très insatisfaisante, le gouvernement se refusant à en majorer l'assiette.

L'autre objectif du gouvernement – relancer l'investissement public – a été assorti d'une volonté de diversifier davantage, et de mieux valoriser, l'utilisation des fonds structurels budgétés pour 2014-2020 (soit 7 milliards d'euros), l'accent ayant été surtout mis jusque-là sur les transports et les infrastructures. Une première mesure en ce sens est intervenue au début de 2014 : l'augmentation de 20 % des enveloppes financières allouées par le budget national aux municipalités avec une priorité aux régions les plus touchées par le chômage. Cela étant, cette mesure ne peut porter ses fruits que s'il existe, au niveau local, une capacité suffisante de montage de projets.

Sur le front de l'investissement privé, la volonté d'encourager les PME par l'octroi d'aides ciblées, en premier lieu à destination de celles qui travaillent pour l'exportation, n'a eu qu'à peine le temps de se traduire dans les faits, compte tenu des discordes au sein de la coalition gouvernementale (formée par le Parti socialiste bulgare, PSB, et le Mouvement des droits et libertés, MDL) et du boycott de l'opposition conduite par Boris Borissov, le dirigeant du GERB (Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie). Les Bulgares ont à nouveau été appelés aux urnes le 5 octobre 2014, de façon anticipée comme en mai 2013, à cause du revers essuyé par les deux formations de la coalition

gouvernementale aux élections européennes (mai 2014) à l'occasion desquelles seul un tiers des électeurs bulgares s'est déplacé. La victoire du GERB, arrivé en première position au Parlement européen avec six sièges sur dix-sept, a provoqué le départ du MDL de la coalition, et donc la chute du gouvernement. Ce nouvel épisode d'instabilité a amené, en juin 2014, l'agence de notation Standard and Poor's à abaisser la note de la dette souveraine de Sofia à BBB, alors qu'elle se satisfaisait largement jusqu'alors de la bonne tenue des indicateurs budgétaires et financiers de la Bulgarie astreinte depuis 1997 à la discipline du *currency board*.

Dans l'intermède, le gouvernement intérimaire de Gueorgui Bliznachki (6 août-5 octobre 2014), dissident du PSB et proche des manifestants de l'été 2013, n'a rien pu faire d'autre que gérer les affaires courantes. A nouveau vainqueur des élections d'octobre, Boris Borissov, qui ne disposait pas d'une majorité suffisante, a entamé de longs conciliabules, prolongeant d'autant le manque de pilotage économique d'un pays miné par un phénomène récurrent de décomposition/recomposition de l'échiquier politique devenu la proie des intérêts financiers corporatistes et des règlements de compte politico-mafieux. Jamais depuis 1990, le Parlement bulgare n'a été aussi morcelé (sept partis et une coalition réunissant cinq formations se répartissent les 240 sièges) et le taux de participation à un scrutin législatif aussi faible (45 %).

Sur la base du programme en dix-huit points du GERB, certains sujets ont été âprement débattus, comme le développement de l'option du nucléaire (construction de la centrale de Belene et maintien de l'exploitation des unités 5 et 6 de celle de Kozlodouï), l'implication dans le projet du gazoduc South Stream – que Vladimir Poutine, au demeurant, a déclaré abandonner début décembre –, la réforme du Parquet, le maintien des sanctions contre la Russie décidée par l'Union européenne, la politique sociale et fiscale, ou encore les instruments de lutte contre la corruption et le crime organisé.

Le 7 novembre enfin, une alliance gouvernementale minoritaire (118 voix sur 240) composée du GERB, du Bloc réformiste (droite) et de l'Alternative pour la renaissance bulgare (ABV, centre gauche) a été constituée avec, pour objectif *a minima*, de « tenir » jusqu'aux élections locales prévues en juin 2015, le pays ne pouvant se permettre la tenue de nouvelles élections auparavant.

Ce climat délétère a été aggravé par une affaire qui a touché la Corporate Commercial Bank (CCB) (8,4 % des avoirs bancaires du pays) et la First Investment Bank, respectivement troisième et quatrième banques du pays. En ce qui concerne la CCB, réputée détenir 75 % des dépôts des compagnies nationales, elle a dû être placée en juin 2014 sous la supervision de la Banque nationale bulgare (BNB) à la suite du retrait soudain de près de 700 millions d'euros par plusieurs centaines de déposants alertés par l'annonce de la « disparition » de 1,7 milliard d'euros (soit 65 % du portefeuille de la banque). Ce mouvement de panique s'est déroulé sur fond de rivalités personnelles entre l'actionnaire majoritaire de l'établissement bancaire et son principal client. Un consortium chargé de l'audit a tenté de persuader l'Etat bulgare de s'impliquer dans le plan de sauvetage de la CCB. Pas moins de 4 milliards de levés sont nécessaires pour la recapitaliser et ses dysfonctionnements mettent en cause plusieurs hauts responsables politiques. L'affaire a éclaté au plus mauvais moment, la BNB ne disposant d'aucun instrument d'intervention direct (*currency board* oblige) et ne pouvant, face à un gouvernement intérimaire dépourvu de tout mandat de ce type, se porter caution sans l'aval du Parlement, alors dissous. Les déposants ne peuvent pour l'heure retirer leur épargne, pas même le montant garanti en cas de faillite conformément à la réglementation européenne (soit 100 000 euros), la banque n'ayant pas été déclarée insolvable.

Ce risque de banqueroute, ajouté à une baisse éventuelle des recettes fiscales et à une augmentation des dépenses en raison des rallonges accordées aux administrations, notamment pour éviter un effondrement du secteur public de la santé, ont convaincu le gouvernement intérimaire de Gueorgui Bliznachki de la nécessité d'élaborer un projet rectificatif de la loi de finances 2014. Celui-ci envisage une augmentation du déficit de 1,51 milliard de levés, ce qui le portera à 3,152 milliards soit l'équivalent de 4 % du PIB, contre 1,8 % prévus à l'origine. La barre fatidique des 3 %, à ne pas dépasser si l'on veut se placer dans la perspective de rejoindre « un jour » la zone euro, est donc franchie, ce qui pourrait aussi exposer la Bulgarie à une procédure d'infraction pour déficit excessif

de la part de la Commission européenne. Le 26 novembre, le nouveau Parlement a entériné le déficit autorisé, établi à 3,7 %, de même qu'une hausse de la dette publique de 4,5 milliards de leva (soit 2,3 milliards d'euros) ; le financement en sera assuré pour partie par les banques de crédit Unicredit, Société générale et HSBC, pour partie collecté sur le marché bulgare, ce qui porterait l'endettement public à 22,5 milliards de leva (11,5 milliards d'euros), soit 28,4 % du PIB bulgare.

Dans ce climat lourd d'incertitudes, l'activité de crédit est demeurée au point mort : l'épargne domestique a augmenté de 9 % en 2013, ce qui est révélateur du manque de confiance en l'avenir des ménages comme des entreprises.

Seule une reprise durable de la demande extérieure, dynamisant d'autant la hausse des exportations, en termes nominaux comme réels, pourrait venir conforter le regain de croissance constaté en 2014 (1,9 %). L'économie n'a que peu de ressort sur le plan interne et souffre plus que jamais d'un manque de visibilité en matière de gouvernance, à court comme à moyen terme. Fait rarissime, la Bulgarie a enregistré en 2013 une balance commerciale nettement excédentaire grâce à une augmentation de cinq points de la croissance d'exportations écoulées tant sur le marché intérieur européen que sur des marchés tiers, parallèlement à une baisse, plus sensible pour sa part, des importations. La déflation (*cf. infra*) s'est traduite par une dépréciation du taux de change réel. Cette position commerciale excédentaire a eu un impact, notamment, sur les échanges commerciaux avec l'Allemagne, principal partenaire de la Bulgarie.

Les mesures de rétorsion décidées par la Russie en réaction aux sanctions économiques de Bruxelles qui ont suivi l'intervention des forces russes en Ukraine ont peu touché Sofia : la livraison de produits agricoles – autrefois poste clé – au puissant voisin s'est au fil des vingt dernières années considérablement réduite.

Le pays connaît depuis 2011 un phénomène de déflation, les prix à la consommation n'ayant augmenté que de 0,4 % en 2013, tandis que les prix à la production ont même enregistré une légère contraction (particulièrement ceux des transports et des télécommunications). Le taux de chômage, déjà élevé et en hausse constante depuis 2010, a touché une frange supplémentaire de la population pour s'élever à 13 % de la population active.

L'accord de partenariat avec l'Union européenne concernant la programmation des fonds 2014-2020 a enfin été signé le 7 août 2014, et Bruxelles, après la formation du gouvernement minoritaire de Boris Borissov, a débloqué les 240 millions d'euros (166 au titre du Fonds de cohésion et 74 à celui du Fonds européen de développement régional) suspendus, voilà un an, en raison de soupçons sur l'attribution de marchés publics. Tomislav Dontchev, de retour à la tête du ministère gestionnaire des fonds européens – poste qu'il a occupé de 2009 à 2013 – et Meglena Kouneva, ancienne commissaire européenne, nommée vice-Premier ministre en charge des politiques européennes, ont la responsabilité de gérer des montants qui représenteraient 72 % de l'investissement public prévu pour 2015 et les années suivantes. Un premier programme opérationnel de 1,092 milliard d'euros (« Développement des ressources humaines » financé par le FSE) a été finalisé en novembre. Il vise à renforcer la qualification de quelque 100 000 personnes, à fournir un travail à 28 000 demandeurs d'emplois et une formation à 17 000 jeunes. Par ailleurs, 160 000 personnes devraient bénéficier de mesures d'apprentissage dans le cadre de ce financement. Autant de dispositions destinées à combattre une détresse sociale profonde.

En Roumanie, une reprise économique encourageante sur fond de renouvellement politique partiel

Le redressement qui s'ébauchait dans les premiers mois de 2013 s'est confirmé au fil de l'année, et la Roumanie est en bonne place parmi les pays de la région qui sortent de la récession. La croissance économique n'atteindra sans doute pas en 2014 le même niveau (2,2 % contre 3,5 %), mais la tendance à une amélioration de la situation macroéconomique n'en est pas moins tangible, d'autant que les

résultats du premier semestre de 2014 (2,4 %) sont redevables cette fois autant, sinon plus, au rebond de la demande intérieure des ménages qu'au dynamisme des exportations. La très bonne récolte de céréales, qualifiée d'exceptionnelle, participe également de l'embellie de 2013. Le matériel de transport, les équipements électriques, les produits chimiques et bien sûr l'automobile figurent parmi les secteurs qui ont le plus bénéficié du regain de la demande. Ombre importante au tableau, l'investissement est en recul en 2013 comme en 2014. Ce recul est le reflet de la prudence redoublée des autorités qui tiennent à ne pas (trop) déroger aux engagements pris à l'égard d'un FMI qui conditionne son soutien, outre à la poursuite des privatisations (au menu de 2014, les entreprises Electrica et Hidroelectrică ainsi que les centrales énergétiques Oltenia et Hunedoara), à une stricte orthodoxie budgétaire et fiscale – comme l'atteste la réduction continue du déficit budgétaire. Il témoigne aussi du manque de dynamisme des opérateurs privés locaux bridés par la frilosité d'un système bancaire échaudé par le montant croissant de créances douteuses (20 % du total des crédits accordés). En prévision peut-être d'une année riche en élections (européennes en mai, présidentielles en novembre), une loi votée le 15 novembre 2013 avait décidé d'une augmentation en deux temps (1^{er} janvier, 1^{er} juillet) du salaire minimum brut garanti, qui le portait à 900 leus mensuels (198 euros).

Mais le recul de l'investissement témoignerait aussi, voire surtout, selon les experts du WIIW, d'une volonté gouvernementale de se concentrer sur l'achèvement de chantiers qui n'ont que trop traîné, à commencer par plusieurs projets autoroutiers (le tronçon Bucarest-Constantza étant enfin terminé, il s'agit maintenant de relier la capitale à la frontière occidentale) et des difficultés de l'appareil administratif à mieux gérer les fonds structurels dont les taux d'absorption et de consommation ont bien du mal à augmenter. Améliorer la collecte de l'impôt est comme en Bulgarie un leit-motiv constant, tandis que l'on parvient à contenir l'inflation en dépit de la tendance haussière et d'une augmentation de la taxe sur les carburants. La nette réduction du déficit de la balance des paiements courants est redevable, outre à un rééquilibrage de la balance commerciale, à une sensible augmentation de l'activité des services de transport. La Roumanie est devenue en quelques années l'un des pays les plus prisés par les grandes compagnies d'affréteurs et de transporteurs de marchandises, ce qui suscite les craintes de plusieurs fédérations européennes de transporteurs routiers de risques de *dumping*, compte tenu des rémunérations plus basses qui prévalent dans les entreprises roumaines (et bulgares) et des réglementations du travail généralement moins strictes que dans le reste du continent.

Le cadre juridique et réglementaire souffre toujours de lacunes importantes car les refontes substantielles (code civil, réforme territoriale, etc.) n'ont pas encore été finalisées. La situation politique qui, souvent, a pesé sur la cohérence de la gouvernance économique, est désormais tributaire, depuis l'élection à la présidence de la République, le 16 novembre 2014, de Klaus Iohannis (maire de Sibiu, la quinzième ville du pays, pendant quatre mandats successifs), de la manière dont se déroulera cette nouvelle formule de cohabitation au sommet de l'Etat : le gouvernement social-démocrate de Victor Ponta (en place depuis mai 2012) qui n'a pas fait progresser la lutte contre la corruption se dit déterminé à se maintenir en dépit de sa courte majorité parlementaire après le retrait annoncé pour le 13 décembre des députés de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie. Le nouveau chef de l'Etat, candidat du Parti national-libéral, qui appartient au Forum démocratique des Allemands de Roumanie en sa qualité de membre de la minorité allemande, a connu une franche victoire électorale, attribuée notamment à la mobilisation de la diaspora et d'une bonne partie de la jeunesse. Deux jours après son triomphe, il a enjoint les députés à rejeter la loi sur l'amnistie qui permettait à de nombreux responsables politiques d'échapper à la justice, et à donner leur feu vert à toutes les demandes de poursuites formulées par le parquet anti-corruption. Le ton est ainsi donné.

La politique économique n'est pas, cela étant, un sujet de divergences importantes, toutes les forces politiques s'accordant en principe sur l'essentiel : assurer une meilleure collecte de l'impôt, œuvrer à renforcer l'indépendance énergétique du pays moyennant une recherche accrue de nouvelles ressources – notamment de gaz en mer Noire – et de nouveaux projets d'extraction auxquels le géant OMV Petrom consacra 1 milliard d'euros dans les trois prochaines années, et moderniser l'agriculture.

L'adoption d'un projet de loi en décembre 2013 libéralisant la vente de terres agricoles et l'ouvrant aux citoyens européens conformément aux engagements pris lors des négociations d'adhésion avec l'UE donnera un élan supplémentaire à cette modalité de cession des terres ; entre 700 000 et 800 000 hectares sont déjà passés sous le contrôle d'investisseurs étrangers associés à un partenaire local. L'Etat, les copropriétaires et locataires des terres, les voisins ainsi que les agriculteurs âgés de moins de 40 ans qui résident dans la localité où des terres sont proposées à la vente, auront un droit de préemption. Deux restrictions importantes – les parcelles vendues à des étrangers doivent mesurer plus de 100 hectares et les cessionnaires faire la preuve de leur expérience agricole – n'ont finalement pas été retenues. Malgré une augmentation sensible du prix moyen des terres agricoles (+ 60 % en deux ans, soit 3 100 euros l'hectare), celui-ci reste de deux à huit fois inférieur aux montants pratiqués dans les autres Etats membres.

Le secteur de l'industrie automobile est caractérisé par la présence de plusieurs groupes internationaux : Dacia (Renault), Ford, Daimler. L'année 2013 a été celle d'un boum de production et de vente, surtout à destination du marché local d'un modèle bon marché produit par les usines Dacia-Renault.

L'investissement direct étranger a connu une franche augmentation en 2013, ce qui conditionne un autre indicateur encourageant de reprise, même si 53 % des Roumains pensaient en juin 2014 que leur pays allait dans « la mauvaise direction ». L'issue des élections, qui a donné le sentiment d'avoir fait bouger les lignes et d'avoir introduit dans un paysage politique encore très prisonnier du passé un élément de nouveauté, est-elle en mesure de restaurer une certaine confiance ? Le vainqueur de la présidentielle n'est pourtant pas à proprement parler un *outsider* mais sa gestion, sa rigueur ont fait leurs preuves selon de nombreux témoignages.

Bucarest a peu à craindre de l'impact des mesures de rétorsion russes sur son économie compte tenu de son absence de dépendance énergétique à l'égard de Moscou ; la part de la Russie dans le commerce extérieur roumain est faible : 2,8 % pour les exportations, 4,3 % pour les importations dont 90 % sont des minerais. Soucieuse par ailleurs du devenir de sa voisine moldave dont elle soutient la politique de rapprochement d'avec l'Union européenne, la Roumanie s'est donc rangée sans difficultés aux côtés des Etats membres partisans de la fermeté à l'égard de Moscou, s'efforçant de tirer parti de sa position stratégique en tant qu'Etat riverain de la mer Noire pour se présenter comme une force de proposition.

Sans préjuger des évolutions de l'année 2015 qui, comme les précédentes, maintiendra la croissance économique dans une large mesure à la merci de la reprise européenne et internationale, les résultats 2013-2014 marquent sinon la fin, du moins une rupture encourageante avec la récession des exercices précédents.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Bulgarie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	0,4	1,8	0,8	0,9	1,9
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	45	47	47	47	47
Consommation des ménages	0,0	1,5	3,7	- 2,3	2,0
Formation brute de capital fixe	- 18,3	- 6,5	4,0	- 0,3	4,0
Prix à la consommation	3,0	3,4	2,4	0,4	-1
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	- 3,1	- 2,0	- 0,8	-1,5	-3,5
Dette publique (en % du PIB)	16,2	16,3	18,5	18,9	23
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	10,2	11,2	12,3	13	12
Exportations de marchandises	33,0	30,2	2,5	7,2	-0,3
Importations de marchandises	15,4	22,3	8,1	1,9	1,2
Balance commerciale (en millions d'euros)	- 2764	- 2156	- 3622	2430	- 3800
Balance courante (en % du PIB)	- 1,5	0,1	- 1,1	2,1	1,7
Dette extérieure brute (en % du PIB)	102,7	94,3	94,5	93,5	-

Sources : WIIW
(p) : prévision

Roumanie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	- 1,1	2,3	0,6	3,5	2,2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	51	51	53	54	54
Consommation des ménages	- 0,3	1,6	1,1	1,4	3,0
Formation brute de capital fixe	- 1,8	7,7	3,8	- 3,3	- 2,0
Prix à la consommation	6,1	5,8	3,4	3,2	2,0
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	- 6,8	- 5,5	- 3	- 2,3	- 2,4
Dette publique (en % du PIB)	30,5	34,7	38	38,4	38
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,3	7,4	7,0	7,3	7
Exportations de marchandises	28,3	21,3	-0,6	10,1	7
Importations de marchandises	24,9	17,3	- 0,5	1,2	7
Balance commerciale (en % du PIB)	- 7568	- 5397	- 7368	- 3426	- 3700
Balance courante (en % du PIB)	- 4,4	- 4,5	- 4,4	- 1,1	- 2,0
Dette extérieure brute (% du PIB)	74,4	75,1	75,8	67,5	-

Sources : WIIW
(p) : prévision

Quatrième partie

Les Balkans occidentaux

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie *par Catherine Samary*

Cinq ans après la crise de 2008-2009, on ne parle plus dans les Balkans occidentaux de « rattrapage ». Le changement de paradigme prévaut dans les discours des institutions comme la BERD, et il est également perceptible dans la grogne sociale montante. Alors que les tensions entre la Russie et l'Union européenne se sont concentrées autour du projet de gazoduc South Stream, mais semblent aussi intégrer les sanctions contre Moscou, l'« avenir européen » suscite bien des interrogations en dépit d'avancées formelles des négociations.

L'état des négociations européennes : entre avancées et nouveaux blocages

L'intégration de la Croatie à l'Union européenne en juillet 2013 est présentée comme un encouragement pour les autres Etats des Balkans occidentaux, considérés par la Commission européenne comme des « candidats potentiels ». Seul le Kosovo n'a pas acquis ce statut officiel, car son indépendance, qui date de 2008, n'est pas reconnue par tous les membres de l'Union. Le Conseil européen de juin 2013 a néanmoins autorisé l'ouverture de négociations avec Pristina afin de conclure un Accord de stabilisation et d'association (ASA).

Les autres pays ont franchi la première étape et conclu des ASA, ce qui n'implique pas l'obtention automatique du statut de « candidat officiel », préalable aux négociations finales. A ce jour, tous l'ont acquis sauf la Bosnie-Herzégovine. Certains blocages sont anciens : la Commission européenne estime qu'elle « doit exécuter sans délai l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Sejdic-Finci », afin de rendre universels les droits de citoyenneté sur tout le territoire, même pour les citoyens n'appartenant pas à l'un des trois peuples constituants officiels. « La Bosnie-Herzégovine doit aussi instaurer d'urgence un mécanisme de coordination consacré aux affaires européennes, de sorte que le pays puisse parler d'une même voix au sujet de l'agenda européen », souligne la Commission. Mais la Russie y a multiplié ses investissements, et Vladimir Poutine soutient particulièrement le président de la Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie (RS), dans son refus de toute atténuation de son autonomie. L'« agenda » européen en est manifestement affecté.

Tous les autres pays sont donc officiellement candidats. Le Monténégro depuis 2010 mais, dans son cas, les négociations d'adhésion (ouvertes depuis 2012) se heurtent à la corruption qui mine le régime – même s'il a essayé de compenser ce passif en refroidissant ses relations avec la Russie. La Macédoine (ou ARYM), pourtant déclarée candidate cinq ans avant le Monténégro, est toujours confrontée au veto grec sur son nom, tandis que la Commission européenne craint qu'un tel blocage ne décrédibilise tout le processus. En revanche, les négociations d'adhésion se sont ouvertes en janvier 2014 avec la Serbie, reconnue candidate en 2012, compte tenu d'accords noués avec Pristina. Mais la complexité des rapports qu'elle entretient avec la Russie et l'UE pourrait modifier les choix de Bruxelles. Un tel risque n'existe pas avec l'Albanie, dont les positions en faveur des sanctions contre Moscou ont favorisé sa reconnaissance comme candidate en juin 2014. Les négociations, qui étaient bloquées depuis plusieurs années à cause du régime interne, ont repris après les dernières élections dont le déroulement a été considéré satisfaisant.

C'est dans ce contexte, et pour tenter de consolider l'ancrage de ces pays avec l'UE, qu'a été lancé le deuxième instrument d'aide de préadhésion : l'IAPII. L'Union octroiera 11,7 milliards d'euros pour la période 2014-2020, un montant comparable avec celui du cadre financier actuel. Cet instrument vise à établir un lien plus étroit entre la stratégie d'élargissement et les priorités de l'aide,

grâce à l'interconnexion des réseaux de transport et des réseaux énergétiques entre l'UE et les pays visés par l'élargissement.

Pourtant, la crise de 2008-2009 a marqué un tournant majeur. Le « rattrapage » des années 2003-2008, fondé sur une forte demande intérieure appuyée par l'endettement et l'entrée des investissements directs étrangers, notamment bancaires, est désormais qualifié de « croissance insoutenable » et déséquilibrée par les institutions financières elles-mêmes. Le retour à la croissance reste précaire et fondé sur des priorités à l'exportation exploitant la baisse des salaires, tout en soutenant des investissements, privilégiés par l'aide européenne, visant la compétitivité externe. Et, derrière une désinflation marquée, c'est le spectre de la déflation européenne qui menace aussi les Balkans.

La supervision bancaire instaurée dans l'Union européenne intègre désormais les pays candidats soumis à la surveillance étroite et aux préconisations du Fonds monétaire international, mais aussi à celles du Comité de pilotage (*Steering Committee*) de l'Initiative de Vienne 2 (IV2) qui regroupe toutes les institutions financières mondiales et européennes depuis 2010. Le 16 janvier 2014, le Comité de pilotage a souligné que les pays du Sud-Est européen non membres de l'UE pourraient à nouveau être menacés par des politiques de désengagement de filiales et la réduction des crédits transfrontaliers. Développer les financements locaux est donc désormais à l'ordre du jour, mais les économies des Balkans restent « périphérisées », sous la pression de normes destructrices des protections sociales, alors même qu'il s'agit d'Etats dont le PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat en 2014, était inférieur à celui des plus pauvres des nouveaux Etats membres de l'UE, soit entre 23 % de la moyenne de l'Union (pour le Kosovo) et 42 % (pour le Monténégro).

L'année a été marquée par des déséquilibres économiques et des catastrophes climatiques

Les six pays des Balkans occidentaux connaissent un déficit récurrent et particulièrement important de leurs comptes courants avec l'extérieur. Ce déficit représente entre 5 % et 15 % du PIB (sauf en Macédoine, où il est néanmoins évalué à 4 % du PIB en 2014 et où il est en hausse par rapport aux années précédentes), qu'il convient de comparer avec la moyenne de 0,9 % constatée dans les onze nouveaux Etats membres au cours de la même année.

De plus, la structure des flux y est spécifique, comme le soulignait le service économique du Trésor français en juillet-août 2014, à cause de la part prédominante qu'y occupent les « remises ». La majeure partie de celles-ci sont composées des transferts de revenus des migrants (souvent en espèces et plutôt sous-estimés), qui sont devenus, après la crise de 2008-2009, la principale source de financement externe de cette région à très forte diaspora européenne. Dépassant – sauf en Macédoine – le montant des IDE qui ont chuté de 8 % du PIB en 2008 à 2,4 % en 2013 pour la région, ces transferts privés ont été également supérieurs aux aides de pré-adhésion en 2013.

Ces ressources soutiennent la consommation des familles appauvries, mais non l'investissement productif. La crise de 2008-2009, en affectant l'emploi et les salaires dans les pays vers lesquels se dirige l'émigration (notamment l'Italie, l'Espagne, la Grèce), a réduit les transferts, qui sont passés pour la région d'environ 5 % du PIB à 3,8 % entre 2008 et 2011. Depuis lors, ils se maintiennent, et ont même pu augmenter si le pays d'accueil (l'Allemagne, par exemple) a renoué avec la croissance, mais aussi, *a contrario*, si le retour de la récession a poussé au rapatriement de réserves, avec le retour des migrants dans leurs pays d'origine. En 2013, le niveau de ces remises a été particulièrement élevé dans les pays les plus pauvres : le Kosovo (13,8 % du PIB), la Bosnie-Herzégovine (10,1 %) et l'Albanie (8 %). On doit souligner que ces flux, s'ils contribuent à couvrir une partie des déficits commerciaux, notamment au Monténégro ou en Serbie, peuvent aussi les creuser, la demande de consommation ainsi financée se tournant principalement vers des produits importés et renforçant une « euroïisation » de la région.

En outre, le retour des migrants, s'il se produit, pèse sur les taux de chômage très élevés (compris entre 14 % et 30 % – sauf en Bosnie-Herzégovine où il est supérieur à 40 % – et bien davantage pour les jeunes). Aux dégradations économiques se sont ajoutées en 2014, pour la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, les pires inondations qu'aient connues la région depuis un siècle. La vulnérabilité des pays à ces catastrophes n'a pas été sans lien avec la baisse des dépenses publiques d'infrastructures. Les pertes qui en sont résultées, frappant des milliers de personnes, équivalent à quelque 15 % du PIB selon le FMI. Contrairement aux prévisions faites au printemps 2014, toutes les institutions prévoient une croissance nulle ou négative pour les deux pays. La remise en état des centrales thermiques durement détériorées et toutes les tâches de reconstruction coûteront des centaines de millions d'euros, sans que l'on sache ni quels fonds y seront affectés, ni suivant quelle adaptation aux priorités européennes, celles-ci s'imposant aux candidats « officiels » comme aux « partenaires » sans qu'il soit nécessaire qu'ils adhèrent.

Les explosions sociales seront-elles sans lendemains ?

Il n'est pas étonnant que monte partout la grogne sociale. Après quelques signes précurseurs, c'est de façon significative à Tuzla, principal centre industriel de Bosnie-Herzégovine, qu'a explosé en février 2014 une colère sans précédent depuis les années 1990 : colère contre des privatisations se traduisant de fait par l'arrêt des productions, des salaires non payés pendant des mois, des pertes de droits sociaux ; colère contre l'incurie des gouvernants, l'enrichissement des hommes politiques, la corruption endémique et le clientélisme sous-jacent aux privatisations. Partant des usines, les manifestations de travailleurs ont été rejointes par les habitants de Tuzla, notamment les jeunes, et se sont tournées contre les gouvernements locaux sourds aux protestations antérieures, en prenant pour cibles les bâtiments publics. En Bosnie, cette colère a fait tâche d'huile dans une dizaine de villes de la Fédération croato-bosniaque, moins dans la Republika Srpska. Plusieurs gouvernements locaux ont dû démissionner pendant que se mettaient en place des « plenums de citoyens » à Sarajevo, Tuzla, Mostar et plusieurs autres localités, permettant l'expression d'exigences sociales et démocratiques communes, transcendant les divisions nationalistes et impliquant, pendant des semaines, des milliers de participants. Depuis lors, le mouvement s'est tassé sans qu'émergent des alternatives aux partis politiques discrédités. Il s'est confronté à des difficultés politiques et climatiques, lors des inondations qui ont frappé le pays et la Serbie voisine en mai. Face à l'incurie des pouvoirs publics, un puissant mouvement citoyen a prolongé la mobilisation des plenums, mêlant toutes les nationalités pour lutter contre cette catastrophe.

Les élections, en Bosnie-Herzégovine comme dans les autres pays, se sont multipliées, souvent après la chute de gouvernements et pour tenter de canaliser les mécontentements. L'actuelle campagne menée par la coalition reconduite en Macédoine, qui vise à annuler les dettes des plus déshérités, fera peut-être tâche d'huile. Elle est une façon de « devancer » les explosions, sans remettre en cause les programmes d'austérité. Le grand nombre d'abstentions et de votes blancs, comme la difficulté à établir des majorités stables, sont des expressions d'une crise de représentation qui ne concerne pas seulement les Balkans. Les privatisations opaques de l'ancienne propriété commune sont de plus en plus perçues, dans tout l'ancien espace yougoslave, comme une vaste dépossession des travailleurs de leurs entreprises et de leurs droits sociaux, au profit d'une oligarchie mafieuse.

C'est dans ce contexte que se crispent, dans les Balkans également, les tensions d'un continent européen qui n'a connu aucune stabilisation cohérente depuis l'après-guerre froide.

Les Balkans occidentaux entre l'Union européenne et la Russie

Ce monde en pleine recomposition n'est plus bipolaire et les alliances n'y sont pas stabilisées. La Serbie a fourni aux Etats-Unis en 2003 les plans des bunkers de Bagdad, conçus par la Yougoslavie dans les années 1970. Pourtant, le 11 avril 2013, elle a reçu un statut d'observateur au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), structure militaro-politique comprenant avec la Russie six pays de l'ex-URSS, et visant à faire pendant à l'extension des bases antimissiles des Etats-Unis et de l'Otan.

La Russie ne peut guère empêcher les six pays des Balkans occidentaux à être candidats à l'entrée dans l'Union européenne, qui est déjà devenue leur principal partenaire commercial et financier. Certes, les incertitudes concernant l'adhésion et les déséquilibres commerciaux sont tels qu'une diversification des échanges y est aussi recherchée. Pourtant, la part de la Russie dans les importations de l'ensemble de ces pays a plutôt tendance à baisser depuis 2008, alors que celle de la Chine augmente partout au point de l'avoir dépassée en 2013, sauf en Serbie et en Bosnie. Mais l'objectif de Moscou est, via les Balkans, de peser sur la renégociation d'ensemble des relations énergétiques et politiques qu'elle entretient avec l'UE (et l'Otan), tendues par le conflit ukrainien.

La Commission européenne – soutenue par les Etats-Unis – cherche, quant à elle, à réduire les dépendances énergétiques de l'Union européenne envers la Russie. Tel était le but du projet de gazoduc Nabucco. Mais celui-ci s'est avéré non viable, notamment face à des projets alternatifs qui évitent l'Ukraine, directement négociés par l'Allemagne (North Stream) ou l'Italie (South Stream) avec Moscou. Ce dernier « couloir » de l'énergie devait passer par les Balkans pour aller vers l'Autriche et l'Italie : Bulgarie, Serbie, Hongrie, Croatie et Slovénie étaient principalement concernés, mais la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro étaient également preneurs de tronçons. L'UE a fait valoir que l'accord énergétique européen excluait qu'une seule entreprise – comme Gazprom – ait le contrôle de la production ou de la distribution du gaz. La crise ukrainienne ne fait que durcir ses exigences envers les pays candidats ou membres à l'égard de la Russie. Celle-ci a décidé « dans ces conditions » d'annuler le projet en décembre 2014, sans qu'on mesure encore toutes les causes et effets de cette décision.

Moscou a multiplié ses investissements depuis plusieurs années dans le secteur public et privé en Bosnie-Herzégovine, notamment via Gazprom ou la Sberbank. C'est ainsi que la Russie est devenue le cinquième partenaire économique du pays, certes petit et pauvre, mais non sans atouts en tant que nœud stratégique : Gazprom a racheté un important réseau de stations-service à la Fédération croato-bosniaque et a décidé de transférer son siège de Banja Luka, la capitale de Republika Srpska, à Sarajevo. Parallèlement, le gouvernement de la RS a cédé à la Russie un droit exclusif d'exploitation des réserves énergétiques sur son territoire pour les décennies à venir.

Les oligarques russes ont eu quelques déboires au Monténégro, notamment dans le domaine de l'immobilier où le pays a connu une bulle spéculative majeure, mais aussi via la Central European Aluminium Company (CEAC), contrôlée par Oleg Deripaska, dans les sombres affaires du combinat d'aluminium KAP actuellement mis en faillite (*cf. infra*).

La Serbie reste le principal appui russe, notamment dans le conflit concernant le Kosovo, mais aussi dans la perspective du projet de gazoduc South Stream, et, globalement, pour gagner des marges dans les négociations d'accords en jouant sur ses liens des deux côtés : les partis serbes, réputés nationalistes et anti-européens, ont récemment bien manifesté leur disposition à négocier « l'intégration européenne » de la Serbie sans vouloir, pour autant, « capituler » devant des « diktats ». Mais l'allié russe se comporte lui aussi en grande puissance exploitant la faiblesse et les dépendances de la Serbie : si des tarifs préférentiels sont promis dans la livraison du gaz, les prix payés aujourd'hui sont supérieurs à ceux pratiqués dans l'Union européenne. Les baisses ne devaient s'appliquer qu'une fois le gazoduc South Stream achevé, enjeu régional et géo-politique majeur aujourd'hui caduc. La Serbie n'est donc

pas dans un rapport univoque avec la Russie, pas plus qu'avec l'UE. Comme c'était le cas pour l'Ukraine, elle a des liens et des intérêts réels des deux côtés, et un passé fait de phases d'alliances et de conflits de part et d'autre.

Ces héritages complexes – y compris dans les mémoires populaires – et ces ambivalences et hésitations dans les choix des dirigeants actuels concernent de façon non maîtrisée bien des pays « frontières » ou « périphéries » internes ou externes de l'ancienne Union soviétique et de l'actuelle Union européenne. Les Balkans occupent ce type de position intermédiaire qui rend des choix exclusifs particulièrement aberrants.

Albanie

Après quatre années de polémiques et de tensions depuis les élections législatives contestées de 2009, le parti, alors au pouvoir, de Sali Berisha a dû céder la place à une coalition dite de gauche en juin 2013. Le déroulement jugé correct du scrutin a permis au pays d'obtenir le statut de candidat, à condition qu'il poursuive ses efforts dans la lutte contre la corruption et mène une série de réformes judiciaires et administratives.

Le pays a en partie échappé à la récession de 2009, et enregistré une croissance passant de 3,7 % en 2010 à 1,6 % en 2012. L'économie a connu en 2013 un net ralentissement, avec une croissance de 0,5 %. La consommation a stagné en raison d'une diminution des transferts de revenus issus de la diaspora, avant de rebondir à 2 % en 2014, alors que les investissements productifs, en chute depuis 2012, ne connaîtront qu'une augmentation de l'ordre de 1 %.

A son arrivée au pouvoir, le nouveau Premier ministre Edi Rama a demandé un audit de la dette publique, qui avait soutenu la croissance antérieure et a dû être réévaluée pour 2013 (passant de 60 % à 70 % du PIB). Le gouverneur de la Banque centrale est sous les verrous, en attente d'un procès pour gestion laxiste (il est tenu responsable d'un vol de cinq millions d'euros, commis pendant quatre ans par un employé). Parallèlement, un programme drastique de réduction des dépenses budgétaires a été établi pour obtenir l'aide du FMI. Il entraîne le report de dépenses d'investissements publics, dans le but de faire passer le déficit annuel qui était de 5 % du PIB en 2013, à 1 % en 2014.

Ces nouveaux choix remettent en cause les politiques de régulation des prix de distribution de l'énergie et de l'eau que le gouvernement Berisha avait gérées de façon à gagner (en 2009) les élections. Rappelons qu'en 2008, la Société CEZ, à dominante tchèque, avait acquis le contrôle de 76 % de la distribution d'énergie albanaise. Le conglomérat pratiquait alors des prix élevés – justifiés selon lui par les coûts – contestés par le régulateur albanaise qui devait payer la facture à CEZ, tout en assurant un prix subventionné aux particuliers. En 2013, Tirana a voulu rompre la licence accordée à CEZ en refusant de payer la facture aux tarifs pratiqués et en rendant cet organisme responsable des ruptures d'approvisionnement d'électricité et d'eau dans plusieurs régions du pays. La nouvelle coalition au pouvoir semble décidée à régler ces impayés et à appliquer les normes du FMI. L'austérité produit donc un ralentissement de la croissance.

Un motif d'optimisme pour l'Albanie (et pour la Grèce) a été la confirmation du projet de corridor énergétique TAP (Trans-Adriatic-Pipeline) qui traversera les deux pays pour acheminer le gaz d'Azerbaïdjan vers l'Italie, rendant caduc le projet de gazoduc Nabucco. Au total, on note une amélioration sensible de la situation du commerce extérieur : les exportations (dominées par les minéraux, les carburants et l'électricité) ont augmenté depuis 2009. Si l'UE est le principal partenaire (avec 70 % des exportations et 63 % des importations) – l'Italie venant en première position – la Chine est le troisième pays fournisseur et a doublé sa part dans les exportations albanaises depuis 2008.

Le système bancaire est confronté à la montée des prêts non performants et à la baisse des crédits offerts à l'économie, alors que les banques parentes s'efforcent de réduire leur endettement. Mais

depuis 2012, la Banque d'Albanie incite à la filialisation des succursales étrangères, de façon à pouvoir les inclure dans son champ de supervision (des banques grecques sont concernées pour l'instant).

L'ensemble de ce panorama a renforcé les pronostics de croissance faible, estimée à 1,3 % pour 2014.

Bosnie-Herzégovine

L'espoir d'une reprise modérée en 2014 (après une nouvelle récession en 2012 qui succédait à celle de 2009 et à une quasi-stagnation en 2011) a été brutalement remis en cause par les inondations de mai, puis d'août 2014. Au mieux, selon le rapport d'automne de l'Institut d'études économiques internationales de Vienne (WIIW), le pays connaîtrait une croissance nulle en 2014. La grande faiblesse de la demande domestique de consommation (due à la pauvreté) était supposée, avant les inondations, être en partie compensée par la croissance des investissements productifs. Il est encore difficile de savoir quel sera le bilan net des dommages matériels (maisons, terres, centrales thermiques...) et des efforts de reconstruction qui vont augmenter la facture des importations. Mais cela accentuera les déséquilibres d'un commerce extérieur déjà affecté par la baisse de la demande croate (depuis l'intégration du pays à l'UE en juillet 2013) en ce qui concerne ses produits agricoles et agroalimentaires, qui ne sont pas aux normes européennes.

Les principaux ingrédients nourrissant la révolte sociale qui a embrasé le pays pendant des semaines à partir de la fin du mois de février sont toujours présents. Le salaire net moyen est de l'ordre de 430 euros, et cette moyenne statistique inclut les salaires des élus qui vont de 2 500 à 4 400 euros par mois. Encore faut-il recevoir un salaire : près de 45 % de la population active, et 60 % des jeunes sont au chômage selon les enquêtes de fin d'année. La part de l'alimentation dans le budget des ménages est de l'ordre de 80 % et le coût de l'énergie, des transports et autres services a augmenté. Un des scandales dénoncés lors des révoltes de février 2014, outre les écarts de revenus, était le fait qu'à l'issue de leurs mandats, les élus continuaient à « manger leur pain blanc », et recevaient leur salaire pendant encore un an. Un autre, plus structurel, concernait les « privatisations criminelles » à l'œuvre depuis les années de l'après-guerre.

Ainsi à Tuzla, ville de 80 000 habitants d'où est parti le mouvement, les grandes usines du complexe industriel chimique ont été démantelées dans la plus grande opacité. Salaires et droits impayés, processus de production bloqué, machines vendues dans le dos des travailleurs, qui avaient pourtant reçu des actions, tous les motifs des protestations ont été ignorés. La misère a débouché sur la colère sociale contre les politiciens corrompus. Le mouvement des plenums de citoyens s'est organisé dans plus d'une dizaine de localités, ébauchant une forme de démocratie qui conteste la représentativité des partis dominants et aide à l'expression de revendications adressées à des « gouvernements techniques ». Un « plenum des plenums » a été ébauché entre les villes, tandis qu'à Tuzla, un nouveau syndicat cherche à se construire.

L'ensemble nourrira sans doute les conflits à venir. Dans l'immédiat, la mobilisation est retombée ou s'est concentrée sur la solidarité lors des inondations, puis s'est manifestée par une abstention massive et quelques votes sanctions aux élections d'octobre. Environ 48 % d'abstention dans la Fédération croato-bosniaque et 44 % dans l'entité serbe Republika Srpska – auxquels se sont ajoutés quelque 8 % de votes blancs – ont exprimé l'insatisfaction. Il s'agissait d'un scrutin à trois niveaux – élection de la nouvelle présidence tripartite sur la base des trois « peuples » constituants, élection des parlements des deux entités et du parlement central, et enfin élections cantonales – qui concernait 7 743 candidats pour 65 partis politiques et 732 listes dans ce pays de 3,8 millions d'habitants. Les partis dominants se sont maintenus, faute d'alternative.

Au niveau de la Fédération, il convient de noter l'effondrement des sociaux-démocrates du SDP – notamment à Sarajevo et dans leur fief de « Tuzla-la-rouge » – qui a prôné, après les années de guerre, une identité « bosnienne » critique des nationalismes. Avec à peine 10 % des voix, après une scission et la formation d'un nouveau parti dit de gauche (le DF – Front démocratique), il paie l'évolution de ses alliances, qui brouille son profil. Mais également, en tant que parti gestionnaire, ses conflits avec les protestataires au sein de sa base sociale habituelle. Il est trop tôt pour savoir s'il opérera un recentrage dans une coalition de gauche avec le DF, contre le SDA bosniaque et le HDZ croate, et, le cas échéant, quelle politique il mènera.

Dans la Republika Srpska, Vladimir Dodik, après avoir été reçu par Vladimir Poutine en septembre, a préservé de justesse son poste de président, même si son candidat à la présidence du pays a été battu. Il devra composer avec son opposition et notamment avec une coalition éclectique, Domovina (Patrie), qui vise à renforcer la représentation des minorités non serbes au Parlement de la RS.

En tout état de cause, les nouveaux élus sont confrontés à deux grands enjeux. D'une part, la politique économique et sociale sous la pression du FMI et de critères d'austérité européens à propos desquels les partis sont souvent silencieux ; d'autre part, les enjeux institutionnels. L'essentiel des conflits oppose ceux qui veulent le maintien de la décentralisation en « entités » issues des accords de Dayton (1995) – voire ceux, comme les partis nationalistes croates ou serbes, qui agitent toujours la menace de sécessions vers la Croatie ou la Serbie – et ceux qui la remettent en cause. Le processus de négociation avec l'Union européenne est pour l'instant au point mort. Mais au-delà de l'adoption des règles qu'elle réclame pour universaliser les droits citoyens, le sentiment d'une citoyenneté bosnienne ne pourra se consolider si les droits sociaux et démocratiques ne progressent pas. L'avenir dira si le pays sera confronté après ces élections – comme ce fut le cas au lendemain de celles de 2010 – à de nouveaux mois de paralysie ou/et à de nouvelles colères sociales.

Kosovo

En dépit d'un ralentissement en 2012, le Kosovo connaît depuis la déclaration d'indépendance de 2008 le taux de croissance le plus élevé de la région : réévalué à 3,4 % en 2013 grâce à la forte entrée de remises, il est estimé à près de 5 % en 2014. Mais il s'agit aussi du pays le plus pauvre, avec un PIB en 2014 à 23 % de la moyenne constatée dans l'UE et une grande dépendance à la bonne santé économique de l'Allemagne et de la Suisse.

Le contexte électoral a incité le gouvernement à soutenir la consommation, tout en maintenant une discipline budgétaire ferme (augmentation des recettes fiscales d'environ 13 % et baisse des dépenses de quelque 8 % sur un an). Au total, le déficit public ne devrait pas dépasser 2 % du PIB en 2014 avec une dette publique globale particulièrement basse, évaluée à 10,5 % du PIB. La hausse des salaires a été compensée par une réduction de moitié des investissements publics. La demande intérieure (notamment dans la construction immobilière qui connaît un boum) a également été soutenue par des prêts aux ménages et aux entreprises. Les IDE ont augmenté, principalement dans le domaine des transports (aéroports et autoroutes) et de l'énergie. Le système bancaire, massivement dominé par les banques étrangères, semble relativement robuste en raison de l'importance des dépôts domestiques, malgré l'augmentation des prêts non performants (qui restaient inférieurs à 8 % du total des prêts en 2013).

Les transferts des migrants étaient de 12,3 % du PIB en 2013 et pourraient atteindre jusqu'à 20 % en 2014. Ils proviennent principalement d'Allemagne et de Suisse et contribuent au soutien de la consommation, ainsi qu'au financement du déficit extérieur courant. Mais selon le même cercle vicieux de dépendance observé en Albanie, ces transferts tendent également à creuser le déficit commercial (42 % du PIB) puisque que le pays importe quasiment tout ce qu'il consomme. Le chômage,

évalué à 30 % en 2014, est en baisse par rapport aux 45 % de 2009. Mais le Kosovo a surtout connu, au cours de l'année écoulée, des tensions politiques majeures, tout d'abord liées aux révélations sur les trafics en tous genres. Un récent scandale de corruption affecte également la mission Eulex, qui était censée aider le pays à établir un Etat de droit.

Les accusations de trafic d'organes sur des prisonniers serbes dans le nord de l'Albanie éclaboussent le Premier ministre, Hashim Thaçi, et d'autres anciens membres de l'UÇK (Armée de libération du Kosovo). En avril 2014, le Parlement a accepté la création d'un tribunal spécial pour les crimes de guerre, suite au rapport du sénateur suisse Dick Marty, nommé en 2008 par le Conseil de l'Europe pour enquêter sur ces possibles crimes de guerre dénoncés par l'ancienne procureure du TPIY, Carla Del Ponte. En août 2014, le procureur Williamson en a admis l'existence, mais il a estimé que les preuves n'en étaient pas assez étayées. Les institutions européennes ont demandé l'établissement d'une mission européenne d'enquête.

A cause de ces accusations, le PDK (Parti démocratique du Kosovo) de Hashim Thaçi, en tête du scrutin de juin 2014 mais sans majorité absolue, a rencontré des difficultés pour trouver des partenaires afin de former une majorité gouvernementale. Pendant cinq mois, une précaire coalition d'opposition s'est formée, la LAN, ainsi nommée en fonction des initiales de ses composantes : la LDK (Ligue démocratique du Kosovo), l'AAK (Alliance pour l'avenir du Kosovo) de Ramush Haradinaj (lui-même ancien commandant de l'UÇK) et la Nisma (Initiative pour le Kosovo). Elle a été rejointe en septembre par le parti Vetëvendosje (Autodétermination) sur la base d'un accord programmatique avec des partis qu'elle combattait jusqu'alors : son dirigeant, Albin Kurti, interrogé à ce sujet, a déclaré que le principal problème du Kosovo, après la Serbie, était la corruption endémique, incarnée par le régime de Thaçi. La coalition espérait obtenir la présidence du Parlement. Mais la Cour constitutionnelle a estimé que ce poste revenait au parti arrivant en tête aux élections – c'est-à-dire le PDK. Après cinq mois de paralysie institutionnelle et gouvernementale, la coalition d'opposition a éclaté en novembre, quand sous la pression des Etats-Unis, un gouvernement d'« union sacrée » a été formé avec le PDK et la LDK, qui se sont partagé tous les postes de responsabilité. L'actuelle présidente du Kosovo, Atifete Jahjaga, doit assumer ses fonctions jusqu'en 2016.

Au-delà de ces troubles, la question principale à laquelle est confrontée le pays concerne l'application de l'accord « historique » conclu à Bruxelles entre Pristina et Belgrade le 19 avril 2013, sous la pression de l'Union européenne. Celui-ci n'inclut pas formellement la reconnaissance par la Serbie de l'indépendance du Kosovo, mais il implique l'abolition des institutions parallèles serbes dans la région frontalière, et la formation d'une association des municipalités serbes dotée d'une large autonomie. Le parti Vetëvendosje (en tête aux élections de Pristina) conteste cet accord qui ne clarifie pas le statut de l'Etat ; mais il affirme la volonté de dialoguer avec les Serbes du Kosovo qui ont commencé à s'intégrer à la vie du pays, et le souhait d'être impliqué dans les négociations avec Bruxelles pour faire avancer le Kosovo vers une adhésion à l'UE. Il défend aussi le droit de s'unifier avec l'Albanie et de contester les orientations néolibérales en vigueur.

Macédoine

Après être retombée en récession en 2012, la Macédoine a connu un taux de croissance de l'ordre de 3 % en 2013 qui devrait se maintenir en 2014. Ce sont les investissements – dans l'agriculture, mais surtout la construction – qui ont soutenu la croissance cette année, alors que la demande de consommation ne croît que faiblement. Le déficit commercial est stable, aux environs de 23 % du PIB en 2013, et l'Union européenne en est le principal fournisseur (environ 62 % des importations). Mais l'Allemagne est devenue son premier client (plus de 35 % des exportations de 2013) et la Chine fait son apparition avec 2,5 % du total, au détriment de la Grèce et des Balkans occidentaux. Les exportations de produits chimiques ont augmenté, notamment grâce à l'activité de la firme

britannique Johnson Matthey qui, depuis 2007, produit des catalyseurs. Mais cela a également provoqué une hausse des importations britanniques de platine et d'autres produits utilisés par cette firme dans sa production. Toutefois les exportations vers la Russie pourraient être en partie annulées : Moscou estime que la Macédoine a servi de relais à des pays membres de l'UE pour contourner ses sanctions contre leurs produits alimentaires.

Face à la récession de 2012, le déficit public s'est creusé, passant de 2,6 % du PIB en 2011 à 4 % en 2012. Après la reprise de la croissance, le déficit s'est maintenu, et il se confirme aux alentours de 4 % pour 2014, contrairement aux promesses de baisse, alors que la coalition au pouvoir poursuit une politique de soutien de la croissance et d'affirmation identitaire par la prolifération de monuments. L'alliance entre le VMRO-DPMNE (droite conservatrice) et le plus important parti albanophone se maintient depuis 2008. A la mi-avril 2014, le président sortant a été réélu et, à la fin du mois d'avril, la coalition a remporté la majorité absolue aux législatives anticipées. Elle a tiré avantage de la croissance améliorant les salaires et l'emploi : le chômage a baissé de trois points entre 2010 et 2013, tout en restant très élevé (de l'ordre de 28 % en 2014). Mais elle a aussi fait campagne en promettant l'annulation des dettes des catégories les plus pauvres.

Cette promesse a commencé à être tenue le 18 août : les bénéficiaires de l'aide sociale ont pu faire annuler (en une seule fois) les dettes contractées avant le 31 décembre 2013 et impayées depuis au moins douze mois. Le gouvernement a également pris l'engagement d'augmenter l'aide sociale, les salaires des fonctionnaires de 4 à 5 % et les retraites de 5 %. Il est loin d'être sûr que la croissance permettra d'assurer les rentrées fiscales suffisantes pour que le déficit public reste de l'ordre des 4 % annoncés. Cette campagne, évidemment populaire – et qui pourrait inspirer des pays voisins – prépare sans doute de nouvelles élections anticipées, visant à répondre aux contestations des élections du printemps 2014 par l'Alliance sociale-démocrate de Macédoine (SDSM), suivie un temps par le Parti démocratique des Albanais (PdSh) dans une politique de boycott du Parlement. L'annulation des dettes des catégories les plus démunies reflète surtout une situation sociale explosive. Mais les causes de la dégradation sociale ne sont pas explicitées et combattues pour autant.

Monténégro

Le rapport d'automne 2014 du WIIW a réévalué les chiffres fournis en 2013 : après la récession de 2012 du PIB (-2,5 %), la reprise de 2013 a été plus forte qu'annoncé (3,3 % et non 2 %). Le taux de croissance de 2014, évalué à 2,1 % demandera sans doute à être ajusté en fonction des retombées au Monténégro des dégâts produits par les inondations en Serbie – son principal partenaire – mais aussi des effets de la restructuration et mise en faillite du grand combinat d'aluminium KAP. Privatisé en 2006 au bénéfice de l'oligarque russe Oleg Deripaska, il a été en partie renationalisé après la chute des prix de l'aluminium et une combinaison sans fin de scandales financiers et de dettes abyssales. Or l'essentiel des activités industrielles de ce petit pays d'à peine plus de 600 000 habitants, sont – en dehors de l'électricité – liées à l'aluminium et il s'agissait du premier poste des exportations de produits. Le Monténégro va donc accentuer son profil de fournisseur et exportateur de services de tourisme.

Le déficit budgétaire, évalué à environ 3 % pour 2014, et la dette publique de 59 % du PIB risquent d'être alourdis par le règlement des dettes du KAP et sa restructuration à finaliser. Mais c'est le déficit courant avec l'extérieur (estimé à plus de 15 % du PIB pour 2014) qui représente le plus fort déséquilibre – bien qu'il se soit réduit depuis 2009 où il approchait 28 % du PIB. La croissance restera bien plus faible que dans les années euphoriques écoulées entre l'indépendance (2006) et la crise de 2009. Elle est principalement fondée sur les investissements et les exportations nettes de services qui compensent en partie le déficit commercial. La demande de consommation devrait rester très faible en 2014 comme en 2013, reflétant la baisse considérable, d'année en année, des salaires réels nets depuis la crise, quand ils sont payés, les revendications les plus élémentaires des salariés étant ignorées.

Sous la pression de l'Union européenne, le Parlement a adopté une réforme constitutionnelle établissant l'indépendance de la justice. Mais les réformes de la loi électorale prônées par l'UE n'ont pas été votées, et le dernier rapport de la Commission européenne épingle l'éventuel caractère frauduleux de l'acquisition de certaines propriétés par des hauts-fonctionnaires du pays. Il y aurait quelque vingt multimillionnaires au Monténégro et le Premier ministre Milo Đukanović gèrerait une fortune d'au moins 14,7 millions de dollars. En octobre 2014, il a menacé d'interrompre les négociations, sans doute par crainte d'investigations tatillonnes. L'ampleur des réseaux mafieux, éventuellement instrumentalisés par des intérêts russes, les ralentit en tout état de cause, comme elle est certainement en partie la cause du rejet en septembre 2014 de l'intégration du pays à l'Otan, que le régime espérait.

Serbie

Le rapport d'automne du WIIW a réévalué à la hausse le taux de croissance de l'année 2013 : le rebond de 2,5 % est attribué à une forte croissance de la production agricole ainsi qu'au démarrage de la nouvelle usine Fiat. Mais le secteur bancaire continue d'accumuler les prêts non performants, avec une structure opaque des financements publics clientélistes. Sous la pression des surveillances bancaires internationales, des efforts ont été déployés pour augmenter les dépôts en monnaie locale. Mais selon la BERD, les dépôts et prêts en devises étrangères restent prédominants. Le déficit public (évalué à 7 % du PIB) est le plus élevé de la région, avec, pour cette année, une dette équivalant à 72 % du PIB. Le taux de chômage est élevé (21 % de la population active), et encore ce chiffre sous-estime-t-il, comme dans le reste de la région, le chômage forcé camouflé.

Le recours à des élections législatives anticipées (en mars 2014) et les modifications dans la composition gouvernementale se sont accompagnées de promesses de grandes purges à la tête des entreprises publiques, de privatisations, notamment dans les transports et l'électricité, et d'un plan de réformes radicales, pour satisfaire les négociateurs européens : libéralisation du code du travail, baisse de 20 % des retraites et de 15 % des salaires des fonctionnaires, ainsi que 160 000 licenciements, une augmentation de 10 % de la TVA et la hausse des tarifs d'électricité. Ces projets se sont heurtés à une vive opposition, à la fois politique et sociale, avec appel à la grève générale de tous les syndicats serbes en juillet 2014.

La Serbie déploie des négociations sur tous les fronts, entre l'UE et la Russie. Le Premier ministre Aleksandar Vučić, après des consultations à Berlin, s'est rendu en visite officielle à Moscou : il s'agissait d'y discuter notamment du projet South Stream. En avril, lors du vote des sanctions au Conseil de l'Europe contre la Russie, les sept députés serbes se sont divisés (trois pour, trois contre et une abstention), avec une volonté de tenter de garder une politique de « neutralité » entre Russie et Union européenne. En octobre, la célébration du soixante-dixième anniversaire de la libération de Belgrade de l'occupant nazi a été l'occasion de recevoir Vladimir Poutine en grande pompe. Selon l'hebdomadaire *Vreme*, cette visite ne ralentira pas la politique de rapprochement entre la Serbie et l'Union européenne, « étant donné que ce processus prendra au moins une dizaine d'années ». Il n'en demeure pas moins que la Serbie comptait beaucoup sur le projet South Stream et espère que la décision de l'annuler, prise en décembre 2014, sera révisée.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Albanie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	3,7	2,5	1,6	0,5	1,3
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)*	29	29	29	30	30
Consommation des ménages	1,7	1,8	0,7	0,5	2
Formation brute de capital fixe	-8,5	5,9	-11,3	-5	1
Prix à la consommation	3,6	3,4	2,0	1,9	1
Solde des administrations publiques, déf. nationale (en % du PIB)	-3,1	-3,5	-3,4	-4,9	-1
Dette publique, définition nationale (en % du PIB)	57,7	59,4	62,0	70,0	69,4
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	14,0	14,0	13,4	15,6	18
Exportations de marchandises	56,1	20,0	8,5	15,1	8,2
Importations de marchandises	6,5	12,1	-3,4	-1,4	3,2
Balance commerciale (en millions d'euros)	-2 082	-2 241	-1 999	-1 720	-1 900
Balance courante (en % du PIB)	-11,3	-13,2	-10,2	-10,6	-10
Dette extérieure brute (en % du PIB)	46,6	57,5	57,4	63,3	-

Sources : WIIW, automne 2014 ; * : Eurostat ; (p) : prévision

Bosnie-Herzégovine

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	0,8	1,0	-1,2	2,1	0
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)*	27	28	28	28	28
Consommation des ménages	0,1	-0,1	-0,8	0,3	1
Formation brute de capital fixe	-11,1	7,3	1,1	-1,2	-1
Prix à la consommation	2,1	3,7	2,0	0,2	0
Solde des administrations publiques, déf. nationale (en % du PIB)	-2,5	-1,3	-2,0	-2,2	-2,5
Dette publique, définition nationale (en % du PIB)	39,1	40,8	44,6	42,5	44
Taux de chômage (enquête fin de période/avril)	27,2	27,6	28,0	27,5	27
Exportations de marchandises	33,2	19,9	-1,9	8,7	5
Importations de marchandises	8,3	13,2	0	-1,5	6
Balance commerciale (en millions d'euros)	-3 901	-4 267	-4 318	-3 989	-4 300
Balance courante (en % du PIB)	-6,1	-9,6	-9,2	-5,9	-8
Dette extérieure brute (en % du PIB)	25,3	25,8	27,8	28,2	2

Sources : WIIW, automne 2014 ; * : Eurostat ; (p) : prévision

Kosovo

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	3,3	4,4	2,8	3,4	4,7
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)*	22	22	22	23	23
Consommation des ménages	3,5	3,5	2,9	2,0	5
Formation brute de capital fixe	11,0	8,1	-13,6	-0,2	0
Prix à la consommation	3,5	7,3	2,5	1,8	1
Solde des administrations publiques, déf. nationale (en % du PIB)	-1,8	-1,1	-1,2	-2	-2
Dette publique, déf. nationale (en % du PIB)	5,9	5,3	8,1	8,9	10,5
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	45,1	44,8	30,9	30	30
Exportations de marchandises	72,1	6,5	-11,7	6,3	-1,7
Importations de marchandises	12,5	15,9	-1	-2,7	0,1
Balance commerciale (en millions d'euros)	-1 752	-2 059	-2 073	-1 992	-2 000
Balance courante (en % du PIB)	-11,7	-13,7	-7,5	-6,4	-8,9
Dette extérieure brute (en % du PIB)	30,9	29,7	30	30	-

Sources : WIIW, automne 2014 ; * : calculs déduits d'Eurostat ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Macédoine

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	2,9	2,8	-0,4	2,9	3
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)*	36	36	35	35	36
Consommation des ménages	2,1	2,9	-3	4,2	1
Formation brute de capital fixe	-2,7	3,2	7	2	4
Prix à la consommation	1,6	3,9	3,3	2,8	0,5
Solde des administrations publiques, déf. nationale (en % du PIB)	-2,4	-2,6	-4	-4,2	-4
Dette publique, définition nationale (en % du PIB)	34,8	32,3	39	42,7	42
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	32,0	31,4	31	29	28
Exportations de marchandises	46,7	21	-3,9	3,4	10
Importations de marchandises	13,6	22,4	0,2	-1,6	5
Balance commerciale (en millions d'euros)	-1 532	-1 905	-2 008	-1 859	-1 830
Balance courante (en % du PIB)	-2	-2,5	-3	-1,9	-4
Dette extérieure brute (en % du PIB)	58,2	64,9	69,4	68,0	-

Sources : WIIW, automne 2014 ; * : Eurostat ; (p) : prévision

Monténégro

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	2,5	3,2	-2,5	3,3	2,1
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)*	42	42	41	42	42
Consommation des ménages	2,0	1,9	-3,2	1,1	1
Formation brute de capital fixe	-18,5	-10,3	-3,3	8,8	4
Prix à la consommation	0,5	3,5	4,1	2,2	0
Solde des administrations publiques, déf. nationale (en % du PIB)	-3,0	-5,4	-6,6	-3,6	-3
Dette publique, définition nationale (en % du PIB)	40,9	46	54	56,3	59
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	19,6	19,7	19,7	19,5	15
Exportations de marchandises	20,4	33,6	-17,8	2,8	6
Importations de marchandises	0,4	9,8	-0,1	-2,7	0
Balance commerciale (en millions d'euros)	-1 267	-1 306	-1 389	-1 330	-1 370
Balance courante (en % du PIB)	-22,9	-17,7	-18,7	-14,6	-15,4
Dette extérieure brute (en % du PIB)	29,4	32,9	41,1	43,1	-

Sources : WIIW, automne 2014 ; * : Eurostat ; (p) : prévision

Serbie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	1,0	1,6	-1,5	2,5	-1
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)**	35	35	35	36	35
Consommation des ménages	-1	-1,2	-1,9	-1,5	-2
Formation brute de capital fixe	-5,5	8,4	14,4	-7,7	0
Prix à la consommation	6,8	11,0	7,8	7,8	2
Solde des administrations publiques, déf. nationale (en % du PIB)	-4,8	-5	-6,6	-5	-7
Dette publique, définition nationale (en % du PIB)	44,5	48,5	59,8	63,7	72
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	19,2	23,0	23,9	22,1	21
Exportations de marchandises	23,8*	14,0*	4,5*	25,6	6
Importations de marchandises	9,7*	14,8*	3,7*	4,7	3
Balance commerciale (en millions d'euros)	-4 581,1*	-5 318,4*	-5 634	-4 153	-3 900
Balance courante (en % du PIB)	-6,7*	-9,1*	-12,3	-6,5	-6,2
Dette extérieure brute (en % du PIB)	85	76,7	86,9	80,8	-

Sources : WIIW, automne 2014 ; * : WIIW, mars 2014 ; ** : Eurostat ; (p) : prévision